

# le prolétaire

M 2414 - 389 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant :  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

DU 1er OCTOBRE AU  
30 NOVEMBRE 1986.

5 FF  
30 FB  
3 FS  
2000 L

n° 389

## Pas d'Union Sacrée avec l'impérialisme

Les sanglants attentats terroristes à Paris ont entraîné immédiatement de la part des autorités des appels à l'union sacrée, à l'unité nationale entre tous les français, qui sont l'autre face de "l'état de guerre" dans lequel serait plongé le pays. Cette attitude politique du gouvernement Chirac est identique à celle du gouvernement Fabius lors de l'affaire des otages et du gouvernement Mauroy au moment d'une précédente vague d'attentats. L'erreur serait de n'y voir qu'un petit stratagème politicien ou électoraliste utilisé par les gouvernements pour faire taire les critiques ou camoufler des bévues politiques.

Il s'agit en fait d'une tendance profonde de la bourgeoisie qu'il importe d'identifier pour pouvoir y faire face et se préparer à y répondre.

### LES RACINES DE LA TERREUR

Les analystes bourgeois les plus sérieux reconnaissent eux-mêmes que cette vague de terreur ne tombe pas du ciel et qu'elle est directement liée à la "présence" et à la politique de la France au Moyen-Orient.

L'impérialisme français a perdu lors de la seconde guerre mondiale sa domination directe sur la Syrie et le Liban; après la guerre, il a vu son "influence" sur le Liban être battue en brèche par les USA. De Gaulle, puis Giscard d'Estaing entamèrent un retour en force de l'impérialisme français; mais c'est la gauche qui put aller le plus loin dans ce dessein, dont l'envoi et le maintien d'une force militaire sur le sol libanais (rêve du septennat précédent) est la manifestation la plus tangible.

Ce retour de l'impérialisme français, avide de tirer profit de toutes les contradictions, au point de souffler sur les braises s'il le faut, de pénétrer dans toutes les brèches pour se tailler une part du gâteau à l'occasion d'une redistribution des zones d'influence, se manifeste, avec une intensité variable selon les cas, dans tout le Moyen-Orient, de l'Arabie Saoudite à l'Égypte, du Golfe à la Méditerranée. Quand il en a la possibilité, il ne répugne pas à jouer sur tous les tableaux, à soutenir l'Irak et à vendre en cachette des armes à l'Iran, à appuyer certaines fractions d'un régime contre un autre.

### DE L'EQUILIBRE DE LA TERREUR A LA TERREUR SANS EQUILIBRE

Pendant de longues années le statu-quo mondial a été maintenu par "l'équilibre de la terreur", c'est-à-dire par le condominium des deux super-grands, avec leurs arsenaux comme argument, dans le but de jouir du partage de la planète issu de la deuxième guerre mondiale, aux dépens des impérialismes mineurs. Cela ne veut pas dire que la paix a régné au long de ce second après-guerre; la guerre est au contraire inséparable du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui. Mais les guerres sont restées "locales", "limitées", ce qui, en langage bourgeois, signifie qu'elles ont été tenues à distance des grands centres impérialistes.

Mais avec la fin de la période d'expansion et le début de la crise économique, les facteurs qui travaillaient à la rupture des équilibres sont apparus au grand jour; les rapports de force inter-impérialistes se sont modifiés; les super-grands ont dû constater la vigueur des forces centrifuges au sein de leur propre camp; le monde est devenu de plus en plus "multi-polaire",

### DEFENSE DE LA DEMOCRATIE OU GUERRE DE CLASSE ?

Il est donc facile de comprendre le sens des appels à l'union nationale et à la défense de la démocratie, sur lesquels s'interrogeait par exemple l'éditorialiste du quotidien patronal "Les Echos", en remarquant que les attentats n'avaient certainement pas pour but de "déstabiliser" l'Etat français.

Il est évident que cette "présence affirmée", c'est-à-dire cette intrusion croissante de l'impérialisme français, se fait aux dépens d'autres intérêts; les contradictions qui se développent peuvent parfois se dénouer pacifiquement, par le recul du plus faible; mais elles se traduisent souvent par des heurts violents qui ont pris la forme d'opérations militaires ou d'attentats rien moins qu'aveugles, soit sur le "champ de bataille" qu'est devenu le Liban, soit dans le pays visé lui-même. C'est ainsi que des attentats en France ont été attribués en toute vraisemblance à la Syrie, à l'Iran et même à Israël (sans aller plus loin). De l'autre côté, l'impérialisme français utilise les mêmes armes: il paraît certain, par exemple, qu'il est derrière un attentat à la voiture piégée en Syrie qui fit, il y a quelque temps, une soixantaine de morts et plus d'une centaine de blessés, tout aussi innocents que ceux de Paris ...

"La guerre est la continuation de la politique" disait Clausewitz; l'actualité démontre que les rivalités inter-étatiques, au Moyen-Orient plus qu'ailleurs parce que c'est là qu'elles sont les plus aiguës, tendent à se transformer en heurts violents dont les premières victimes sont toujours les exploités. Faire bloc autour de notre impérialisme revient à accepter à l'avance d'être la victime de ces heurts.

ce qui est le signe que s'achève le statu-quo et l'ancien ordre mondial, et que se prépare un nouveau repartage impérialiste du monde.

Le Moyen-Orient, qui est une très importante zone en dispute où les alliances se font et se défont constamment, indique de quelle façon se réalisent ces partages et repartages: par la violence, la terreur et la guerre. La rupture des équilibres entraîne le dégellement de la violence potentielle qui s'était accumulée à l'époque précédente. Le Moyen-Orient montre aussi que ce foyer de hautes tensions peut de moins en moins être circonscrit à cette seule région et qu'il tend à s'étendre à toute la zone méditerranéenne: la violence et la terreur reviennent en boomerang frapper au coeur des métropoles impérialistes. La France, qui est le plus engagé des pays européens dans l'entrelacs des rivalités moyen-orientales, sans avoir la force des USA, est inévitablement le pays qui sera le plus atteint par "le feu" dont les bombes terroristes risquent de n'être qu'un signe avant-coureur.

Les événements actuels ne sont pas la guerre; mais les affrontements militaires, les guerres sont inscrits à l'ordre du jour des prochaines années et la bourgeoisie les prépare, préventivement, en forgeant à chaud des réflexes et des attitudes politiques. Comme

(suite en page 2)

## L'impérialisme provoque, les masses trinquent au Liban et en France

Si nous dénonçons toutes les manoeuvres d'intox policière et propagandiste menées par l'Etat impérialiste français à l'occasion des derniers attentats sanglants perpétrés à Paris, nous en désapprouvons d'autant plus clairement ces actions qui, sous couvert de faire pression sur le gouvernement, frappent la population civile et plus particulièrement les travailleurs. Pour nous, la critique de ces attentats doit être un terrain supplémentaire pour condamner l'action de notre propre impérialisme et nous démarquer politiquement de toute forme d'alignement, de consensus ou d'union sacrée. La critique de ces attentats est cependant nécessaire parce que ceux-ci, de fait, frappent une population pour faire plier le gouvernement. Ce faisant, ils entraînent la coupure qui existe déjà entre les masses travailleuses de France (et plus généralement des métropoles impérialistes du Nord industrialisé) et les masses exploitées et opprimées du Proche-Orient. Une coupure dont les causes sont reliées à l'incapacité

dans laquelle se sont trouvées et se trouvent les masses travailleuses de France à se démarquer avec la plus ferme énergie des exactions économiques, financières et militaires menées depuis très longtemps par l'impérialisme français. Ce qui a laissé les mains libres à l'Etat français pour participer à des actions de gangstérisme en association avec le sionisme, l'impérialisme US et toutes les forces réactionnaires et contre-révolutionnaires de la région. Ces actions ont systématiquement frappé les masses palestiniennes, libanaises et proche-orientales, dont les actions de résistance ont été constamment présentées par les médias à l'opinion publique internationale comme des actes de "sauvagerie barbare et terroriste". Cette présentation hystérique et arrogante revenait (revient) à couvrir à l'avance les actions militaires sanglantes du sionisme et des autres forces politiques locales réactionnaires et contre-révolutionnaires ainsi que les "opérations de repréailles" ainsi légitimées par avance. Une telle arrogance, doublée d'une violence



Les attentats sanglants de Paris ont provoqué des scènes de désolation qui sont malheureusement monnaie courante pour les masses palestiniennes et libanaises. Ici le camp palestinien de Sabra d'autant plus tragiquement touché que l'impérialisme (notamment français) a provoqué de multiples divisions et déchirements pour implanter son influence.

(suite en page 3)

## CGT, CFDT, FO : "TOU'T VA BIEN, RIEN NE BOUGE!"

Il y a belle lurette que la bourgeoisie ne craint plus la "rentrée sociale", tant les appareils politiques et syndicaux réformistes ont anéanti toute volonté de lutte du prolétariat, même sur les problèmes les plus essentiels de ces conditions de vie. La crise capitaliste, avec l'appui de ces appareils, a progressivement transformé les "rentrées sociales", déjà réduites à l'état de soupape sociale et de faire-valoir pour une gauche d'opposition, en profession de foi pour une politique d'austérité et en un appel aux prolétaires pour qu'ils se sacrifient sans compter sur l'autel de l'exploitation capitaliste.

Les déclarations soit-disant fracassantes d'Edmond Maire dans "Le Monde" sur la possibilité de résorber le chômage, en utilisant les chômeurs pour porter des croissants le dimanche matin aux retraités solitaires, n'est une surprise que pour les cyclopes borgnes. Les "divergences" apparues à la suite de ces déclarations avec la CGT et FO montrent bien quel jeu jouent les ténors syndicaux. Chacun sème ses illusions particulières: l'un sur les emplois de service social à domicile, l'autre sur un plan industriel national et le dernier sur le pragmatisme social, mais tous suivent en fait le même objectif de démobilisation ouvrière. Tous ont pris acte de l'incompressibilité du chômage bien avant que Seguin n'en parle et ont, sous la gauche, œuvré pour aménager le chômage dans la paix sociale.

La déclaration de Maire sur les porteurs de croissants et les vaguelettes d'indignation qu'elle a soulevées ne

doit pas cacher ce qui est l'essentiel de la position de la centrale syndicale, à savoir un appel du pied au patronat pour qu'il agisse sans vergogne contre le prolétariat et sans risque de réactions, mêmes velléitaires, de la part des prolétaires. Le feu vert a été donné à Seguin et au CNPF pour qu'ils lancent leur offensive de la rentrée. Mais il a été donné avec avertissement: l'offensive peut bien avoir lieu mais à condition de placer quelques garde-fous contre toute réaction impromptue. Le capitalisme n'ayant plus la capacité d'entretenir une telle armée de chômeurs, la CFDT susurre à l'oreille de son maître quelques recettes pour maintenir la pression des illusions à un niveau convenable. "Il serait dangereux pour notre démocratie de se laisser aller au fatalisme, de "mettre l'emploi hors jeu politique sous prétexte que de Delebarre à

(suite en page 5)

## Pas d'Union Sacrée avec l'impérialisme

(suite de la page 1)

On le sait, l'union nationale est nécessaire en cas de guerre, car elle implique la mise entre parenthèses des antagonismes sociaux, l'abandon ouvert et déclaré de la lutte de classe, et, plus encore, l'adhésion volontaire des prolétaires à l'effort de guerre, l'acceptation des sacrifices dans les usines de l'arrière, comme l'acceptation des sacrifices à l'avant sur le front.

La dramatisation intentionnelle des attentats - après une période où le pouvoir s'est demandé s'il ne fallait pas les minimiser - a permis l'utilisation de tout l'arsenal idéologique de la bourgeoisie et a constitué une répétition en vraie grandeur de cette mobilisation idéologique et politique, qui est aussi **préparation de la bourgeoisie elle-même.**

Cette opération a été une réussite, selon les bourgeois; les médias se sont félicités du consensus politique et de "l'attitude du peuple français", à qui est pourtant réservé le rôle glorieux mais peu enthousiasmant de chair à canon et à bombe, à égalité avec "l'ennemi" non encore désigné. Il est significatif que les seules fausses notes soient venues, non du prolétariat, mais de l'extrême-droite; c'est la force de la **démocratie** de pouvoir réaliser le mieux le consensus et l'adhésion volontaire à l'effort de guerre, de faire accepter l'impérialisme et le militarisme avec le minimum de difficultés.

La lutte contre ces perspectives bellicistes passe obligatoirement par la rupture de l'union sacrée, la rupture de l'union, mortelle pour les prolétaires, entre les classes et le retour à la lutte de classe ouverte et sans compromis. La bourgeoisie se prépare et prépare l'ensemble du corps social en utilisant

cyniquement le sang de ceux qui sont les victimes de sa propre politique. Le prolétariat devra se préparer à répondre par la **guerre de classe** à la guerre impérialiste.

Non, les prolétaires de France ne sont pas en guerre avec les prolétaires et les opprimés du Moyen-Orient, en tant que **classe** ils n'ont pas d'intérêts distincts ni opposés à ceux des exploités du monde entier, leur ennemi est le même: le système capitaliste mondial et l'impérialisme qui en est la conséquence. Mais avec les prolétaires des autres pays impérialistes, ils ont la possibilité de détruire radicalement ce système avec une puissance bien plus dévastatrice que tous les explosifs, lorsqu'ils auront repris le chemin de la défense de leurs seuls intérêts de classe et retrouvé leurs armes et leur parti de classe.

C'est le rôle des éléments d'avant-garde de préparer la voie que le prolétariat sera amené à suivre sous la pression matérielle des contradictions sociales, en luttant contre les obstacles politiques et idéologiques posés par la bourgeoisie et ses laquais (chauvinisme, nationalisme, racisme... mais aussi réformisme, pacifisme...) et en travaillant au regroupement classiste des énergies prolétariennes, en opposition à toute forme de collaboration de classe.

**NON A L'UNION NATIONALE AVEC L'IMPERIALISME !  
POUR L'UNITE DES PROLETAIRES DU MONDE ENTIER ET LA GUERRE DE CLASSE JUSQU'A LA REVOLUTION MONDIALE !  
NOTRE ENNEMI EST NOTRE PROPRE BOURGEOISIE !**

## L'ETAT DE DROIT D'ABORD !

La vague d'attentats a été l'occasion pour la bourgeoisie de réaliser ce climat d'union sacrée indispensable dans toutes les guerres, que ces guerres soient simplement commerciales et industrielles, ou qu'elles menacent de se transformer en guerre tout court. Dans le cas actuel, l'union sacrée, "pour la Défense de la Démocratie et l'Etat de Droit", se réalise derrière le drapeau du **consensus anti-terroriste**. Ce n'est au fond pas nouveau: dans toutes les guerres, la mobilisation se fait ou se renforce en s'appuyant sur l'indignation devant les atrocités, vraies ou fausses, commises par l'ennemi. La tâche des communistes révolutionnaires est donc de ne pas tomber dans ce piège et de dénoncer au contraire la campagne d'embrigadement et de mobilisation idéologique, d'abord, militaire ensuite menée par la bourgeoisie dont l'expédition militaire au TOGO a été une conséquence particulièrement visible.

Les organisations réformistes ont été les acteurs principaux de cette union sacrée. Le PS et le PCF sont allés dire à Chirac leur soutien aux mesures prises par le gouvernement et leur fermeté anti-terroriste; si la CGT n'a pas signé la déclaration anti-terroriste des autres syndicats, elle a annoncé qu'elle organiserait elle-même des initiatives sur ce thème.

SOS-racisme qui est devenu le symbole du pacifisme social, après avoir participé le 9 septembre à une manifestation d'union nationale (avec des "oppositionnels" de la CFDT) organisée par les sionistes, signait le 17/9 un belliqueux appel à la fermeté, avant d'appeler à une grève le 22/9 contre le terrorisme: démonstration éclatante de la transformation du pacifisme en soutien belliciste bourgeois quand les circonstances l'exigent...

L'extrême-gauche de son côté n'a guère su apprécier la portée de la campagne bourgeoise, quand elle ne s'est pas indignée dans le front anti-terroriste. L'essentiel, pour elle, a été de "condamner" les terroristes, vous comme des "fous" ("Lutte Ouvrière", "Le Bolchevik"), "des assassins et des salauds" à la "folie démoniaque" ("Rouge"); ce faisant elle a apporté sa petite pierre à la mobilisation générale, consciemment ou non, et malgré les critiques adressées au gouvernement. Dans certains cas, ces critiques ne dépassaient d'ailleurs pas le niveau de jérémiades libérales: "on vient de réunir tous les ingrédients d'une remise en question de l'Etat de droit dans ce pays" se plaignait ainsi la LCR (1), oubliant que cet Etat de Droit est l'arme de la bourgeoisie contre le prolétariat et les exploités. D'autres organisations en ont profité

pour condamner la violence: LO qui met sur le même plan les attentats de Paris et l'attentat contre Pinochet en tant qu'actes de violence minoritaire (2), les anars de la F.A. qui admettent la violence dans les cas de dictature, mais pas en régime démocratique (3).

Mais certains groupes n'ont pas craint d'aller plus loin, en donnant des conseils pour combattre l'ennemi terroriste. "Combat Communiste", après avoir longuement souligné les insuffisances de la police, écrit: "le problème n'est donc ni de reprocher son incompetence à la police, ni de réclamer des moyens supplémentaires, mais de comprendre que ce sont des moyens politiques et non des moyens policiers qui peuvent mettre un terme à cette épouvantable "série d'actes" (4). "CC" ne voit dans la campagne anti-terroriste qu'un risque "de nouvelles atteintes aux libertés", de "sacrifices supplémentaires" et une occasion pour l'extrême-droite, car il n'arrive pas à dépasser le point de vue pacifiste démocratique.

La LCR est plus précise: "nous croyons que seule la mobilisation indépendante du mouvement ouvrier, des associations démocratiques et anti-racistes peut isoler les groupes clandestins (sic). Seule, elle est susceptible de les contraindre à mettre un terme à leur folle escalade, sans pour autant favoriser les amalgames "xénophobes et les dérives liberticides". (5)

Nous avons vu plus haut, que les organisations réformistes et démocratiques, en bons sociaux-impérialistes, sont déjà mobilisées pour la défense de l'Etat bourgeois et de l'impérialisme: le sionisme de la LCR vis à vis du réformisme la conduit donc à rejoindre ce front unique avec la bourgeoisie, avec bien sûr les restrictions d'usage...

Ce bref éventail de positions, non exhaustif, montre cependant l'incapacité de "l'extrême-gauche" à faire face aux pressions bourgeoises. Certes, les communistes révolutionnaires repoussent l'utilisation du terrorisme comme moyen de lutte et combattent politiquement sa stratégie; mais en l'occurrence, la question n'est pas là, les événements actuels relèvent d'affrontements inter-bourgeois dans le cadre desquels la campagne anti-terroriste est une arme politique de l'Etat français. A ce titre, les communistes révolutionnaires doivent s'y opposer, car ils savent que le premier ennemi du prolétariat est "sa" propre bourgeoisie et "son" Etat.

(1) "Rouge" n° 1225, 25/9/86.

(2) "LO", 4/9/86.

(3) "Le Monde Libéraire", 2/10/86.

(4) "Combat Communiste" n°113, 25/9/86.

(5) "Rouge" n° 1225.

## L'impérialisme français déchaîne les contradictions

Le déchaînement des contradictions engendrées par le développement des intérêts bourgeois et par la pression permanente exercée, sous des formes différentes et évolutives, par les forces impérialistes depuis le début du XXème siècle, a transformé l'ensemble du Proche-Orient en un **brûlot** de plus en plus infernal. Infernal d'abord pour toutes les masses opprimées et exploitées de la région soumises depuis de nombreuses décennies au joug d'un ordre qui ne subsiste qu'à coup d'interventions militaires, de rivalités inter-étatiques aussi cyniques que terriblement meurtrières. Cette situation a brisé les mouvements d'unification de la lutte des masses et a provoqué une division tragique dont pâtissent chaque jour les masses opprimées et exploitées de la région, les empêchant de se défendre efficacement et durablement au moyen d'une réelle solidarité active, les condamnant au contraire au gâchis de multiples divisions internes dont ne bénéficient en définitive que les forces réactionnaires bourgeoises et contre-révolutionnaires, avec en tête le sionisme et l'impérialisme, mais aussi à leur suite les Etats arabes tous **contre-révolutionnaires** quelle que soit leur forme, rétrograde ou soi-disant "progressiste". Ces divisions transforment les masses en enjeu que l'impérialisme, le sionisme, les Etats bourgeois et leurs auxiliaires s'efforcent d'utiliser au service des manoeuvres engendrées par des stratégies rivales d'autant plus conflictuelles que la perspective d'une lutte unie des masses est repoussée.

Mais ce serait trop facile (et surtout le signe d'une criminelle arrogance) d'accuser la soi-disant "arriération" de cette région de la responsabilité de tels déchirements. En réalité, l'accumulation de ces contradictions est l'expression et la conséquence du développement sur place d'un ordre capitaliste et impérialiste qui ne peut survivre qu'à coups de violence meurtrière. Ces tensions sont essentiellement la conséquence de facteurs externes (la sauvage agression sioniste qui se déploie par la force des armes depuis 40 ans au moins, les manoeuvres des impérialismes pour lesquels l'ensemble du Proche-Orient de la Syrie à l'Irak jusqu'à la Palestine représente une grande importance stratégique politico-économique) et de facteurs internes (les forces et les Etats réactionnaires locaux qui sur place servent d'auxiliaires aux manoeuvres capitalistes et impérialistes). Pour l'ensemble de ces facteurs, les impérialismes occidentaux jouent un rôle primordial, à commencer par la "France éternelle".

Depuis 1918, l'impérialisme français a manoeuvré dans cette région, semant systématiquement un désordre, une confusion et une violence qui finissent par rejallir jusqu'en France. A cet égard, les récents attentats sanglants (au sujet desquels nous donnons dans ce numéro notre position) ne sont que le retour de manivelle d'une politique de rapine et de brigandage menée de longue date par l'Etat français.

En 1920, la France "hérita", à la suite de l'effondrement de l'empire ottoman, d'un mandat sur la Grande Syrie, tandis que la Grande-Bretagne contrôlait l'Irak, la Transjordanie et la Palestine. Immédiatement, les deux anciens alliés se disputaient leur zone respective. La Grande-Bretagne provoquant un mouvement panarabiste qu'elle contrôlait d'en haut, pour gêner la présence française en Syrie. La réponse de l'impérialisme français fut de diviser en deux la Syrie et de créer de toute pièce le Liban, zone où elle accorda le pouvoir aux "élites" réactionnaires de la communauté chrétienne au détriment des 3 communautés sunnite, druze et chiite. Les divisions religieuses furent donc utilisées et provoquées par l'impérialisme français. Le développement économique et démographique du Liban mit en relief le caractère oppressif de cette division qui fut ainsi la forme sous laquelle s'accrut un processus de différenciation sociale engendrée par le mouvement d'accumulation capitaliste.

Bien qu'évincée de la région en 1945 par les britanniques, puis avec eux en 1956 par les USA, la France mena une politique pour se réimplanter au Liban en continuant à soutenir et à approfondir les clivages religieux et en contribuant de la sorte à fixer les contradictions sociales dans cette forme d'opposition religieuse. Cette criminelle pression prolongeait une action de soutien systématique au sionisme

dont les permanentes agressions expansionnistes et militaristes ont par ailleurs également contribué à déstabiliser l'ensemble de la région et à accroître l'exploitation sociale notamment sous la forme d'une oppression nationale exercée contre les masses palestiniennes.

De plus, quand le développement de la lutte palestinienne amorçait un rapprochement avec celle des masses libanaises, la France (même si elle ne fut pas la seule, imitée en cela par Israël et la Syrie) soutint en 1976 les forces réactionnaires chrétiennes (les Phalanges) pour qu'elles puissent mener leur action de répression et de massacre (tuerie massive des camps palestiniens de la Quarantaine, de Tell El Zaatar etc. qui se soldèrent par des dizaines de milliers de morts). Elle intervint de plus dès 1978, sous couvert de la FINUL, pour préserver une situation au Liban qui accentuait l'opposition et l'exploitation la plus sauvage contre les masses. En 1982, les troupes françaises intervinrent directement (avec les USA et l'Italie) pour désarmer les combattants palestiniens et libanais puis se retirèrent aussitôt, laissant ainsi les mains libres au sionisme et à ses auxiliaires phalangistes qui purent frapper et massacrer à Sabra et Chatila. La sale besogne étant accomplie, les troupes françaises revinrent quelques semaines plus tard pour occuper Beyrouth, empêcher tout mouvement de résistance et laisser les mains libres aux phalangistes afin qu'ils poursuivent, avec l'aide du sionisme, leur action de représailles (massacres, disparitions, enlèvements par milliers). La France "éternelle" contribua activement ainsi à l'approfondissement des divisions au sein des masses libanaises et palestiniennes, afin de les affaiblir et de briser toute possibilité de résistance. Action appuyée par des ventes d'armes et des magouilles permanentes qui attisa la confusion et le déchaînement d'une violence de moins en moins contrôlée. L'Etat français porte donc une large part de responsabilité dans le pourrissement de la situation au Liban en provoquant des réactions de révolte d'autant plus confuses que la division et l'isolement étaient profonds. Dans le même temps, la France appuyait la pression sioniste frappant avec cynisme et arrogance les masses libanaises muselées et poussées au déchirement interne.

Parallèlement, l'impérialisme français pouvait mener sa criminelle politique de vente d'armes et d'intervention diplomatique (officielle et officieuse) dans le conflit Irak-Iran attisant le feu pour gagner en influence et devenir une puissance incontournable dans la définition d'un nouvel "équilibre" impérialiste et contre-révolutionnaire dans la région.

Tout cela montre, une fois de plus, la nécessité de dénoncer la politique impérialiste de l'Etat français comme première étape pour la reconstitution d'une solidarité internationaliste avec la lutte des masses de la région. Solidarité d'autant plus indispensable pour s'efforcer de surmonter les tragiques divisions et confusions sciemment entretenues par l'impérialisme, les Etats bourgeois et leurs auxiliaires locaux, tous d'accord, au-delà de leur rivalité conflictuelle, pour empêcher l'unité des masses opprimées et exploitées de la région.

ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA

SUISSE :  
Editions programme  
12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE

IMPRIMERIE

IMPRES  
30, rue de Lingsheim  
67810 Holtzheim  
Distribué par les NMPP  
n° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926.

# L'impérialisme provoque,

(suite de la page 1)

qui se développe au Proche-Orient sans discontinuer depuis près de 40 ans, ne peut que provoquer la révolte, le désarroi et le désespoir; sentiments qui, en l'absence d'une direction politique claire et indépendante de toute influence bourgeoise, impérialiste ou réactionnaire, peuvent être récupérés par tel ou tel Etat contre-révolutionnaire au service de la défense de ses intérêts spécifiques. L'émergence d'une direction politique claire susceptible d'œuvrer à l'union combattante des masses, en dehors de toute division ou déchirement, et de conduire leur lutte avec efficacité est, bien sûr, liée aux rapports de force internes à la région du Proche-Orient, mais aussi à la capacité des masses des métropoles de se désolidariser de l'action de leurs propres Etats impérialistes pour manifester une solidarité concrète freinant toutes les manœuvres contre-révolutionnaires perpétrées là-bas au nom de l'intérêt national ou de la civilisation occidentale.

Car l'Etat français n'est pas seulement responsable de couvrir l'action des gangsters sionistes et US comme celle de tous les Etats de la région (Syrie en tête) et de leurs auxiliaires locaux. Il est également responsable d'entretenir activement tous les brulôts destinés à briser la résistance des masses (en l'épuisant et la divisant). Si la guerre civile se développe au Liban, les armes et les munitions ne sont-elles pas systématiquement vendues par les puissances impérialistes, et notamment la France, 3ème exportateur mondial d'armes derrière les USA et l'URSS? A notre connaissance, la guerre Iran-Irak, tragiquement meurtrière, se développe depuis 6 ans, non pas à coups de sarbacanes mais de bombes chimiques, de gaz toxiques, d'exocet etc., notamment fabriqués et vendus par la France. En réalité, pour ce qui concerne l'incendie allumé et régulièrement alimenté au Proche-Orient, la France impérialiste porte une immense part de responsabilité. Les premières victimes en sont les masses. Les médias ont toujours caché, par exemple, qu'à la suite de l'invasion

sioniste du Liban, c'est par milliers que les militants et combattants ont disparus, que c'est par milliers que des otages sont pris par les différentes milices et groupes locaux dont l'objectif est ainsi de se positionner efficacement, en empêchant une lutte unifiée des masses de la région. Cette politique de provocation, de terreur sanglante menée sur place, avait pour but de faire pourrir la situation en divisant et désorganisant durablement toute possibilité de lutte émancipatrice des masses. Elle a été facilitée par l'aptitude de l'impérialisme français à conditionner ses propres masses.

Cette politique de terreur et de division a malheureusement triomphé, contribuant ainsi à pourrir d'avantage encore la situation. Ce qui a d'autant renforcé les rivalités inter-impérialistes et inter-étatiques qui se manifestent dans la région pour mieux la contrôler. Les manœuvres officielles et secrètes qui en résultent, n'ont alors plus qu'à utiliser les réactions de révolte et de désespoir en les transformant en action de desperados et en les intégrant dans leur visées. Les masses et les énergies combattives de lutte sont alors transformées en simples pions et enjeux dans une marmite volontairement chauffée.

Que ce brulôt en vienne à brûler les mains de ceux qui l'ont allumé, ne nous concernerait pas si au passage il ne venait aussi frapper, en plus des masses palestiniennes, libanaises et proche-orientales, les masses travailleuses de France. Une telle situation, largement provoquée par l'indifférence des travailleurs des métropoles (obtenue, on l'a vu, sous la pression de l'impérialisme désireux d'avoir sur place les mains libres), et le terrible recul de l'internationalisme prolétarien, ne peut que d'avantage encore empêcher toute possibilité de renaissance de celui-ci. Or face au déchaînement des contradictions capitalistes et impérialistes qui objectivement accélèrent les risques de guerre et de boucherie sanglante généralisée, seule la solidarité unie, active et internationale des masses exploitées et opprimées peut constituer une solution en faveur de l'émancipation des travailleurs comme de l'humanité.

De même que ce n'est pas en utilisant les masses comme chair à canon, qu'on peut trouver de solution à la crise du système capitaliste, ce n'est pas en frappant le gouvernement français par l'intermédiaire de sa population que l'on parviendra à le faire plier pour ce qui concerne sa criminelle politique militaire et gangstériste au Proche-Orient.

Aussi notre désapprobation de ces attentats n'est-elle absolument pas de nature moralisante mais motivée par l'impérieuse nécessité que de toute urgence se reconstitue un réseau agissant de solidarité internationaliste. Les attentats sanglants de Paris sont la conséquence du déchaînement des contradictions au Proche-Orient pour lesquels l'impérialisme français porte une très lourde responsabilité. Il importe que face à ces attentats et malgré, voire

contre l'intense intoxication policière et militariste menée par l'Etat, puisse se dégager ici un courant de solidarité internationaliste dont les premiers objectifs seront de dénoncer la politique de brigandage (intervention militaire, vente d'armes, etc.) de l'impérialisme français et de revendiquer le retrait immédiat des troupes françaises comme l'arrêt immédiat des ventes d'armes à tous les Etats de la région.

**NON A L'INDIFFERENTISME.  
NON A LA DIVISION.  
A BAS L'UNION SACREE.  
RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES FRANCAISES DU LIBAN.  
ARRRET IMMEDIAT DES VENTES D'ARMES A TOUS LES ETATS DE LA REGION.  
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETA-RIEN.**

## Basques: halte à répression !

**EXPULSIONS: LA DROITE POURSUIT LE TRAVAIL DE LA GAUCHE**

Le gouvernement socialiste avait, il y a un an environ, ouvert la voie en expulsant arbitrairement plusieurs militants basques. Cela au mépris de toutes les "traditions humanistes" au moyen desquelles l'Etat français tendait à se présenter comme respectueux des "Droits de l'homme", et plus particulièrement du "Droit d'asile". Ces expulsions scélérates s'expliquent par le rapprochement de l'Etat français et espagnol en matière de coordination de la répression policière et juridique.

Face à cette Sainte Alliance de l'appareil policier et judiciaire des 2 pays, le sort des militants basques réfugiés ne pouvait pas peser lourd et les discours "humanistes" apparaissent clairement pour ce qu'ils étaient (et demeurent): de vulgaires mensonges prononcés par des bouches en cul de poule et imprégnés de la plus infecte hypocrisie, de simples torchons de papier balayés par les impératifs de la raison d'Etat dont se sert la domination capitaliste pour se maintenir en place et bernier les masses. Par ailleurs, l'action du gouvernement Fabius (dont le ministre de la justice était Badinter, aujourd'hui président du Conseil Constitutionnel) a créé un précédent que le gouvernement Chirac a pu aisément utiliser en expulsant massivement plus d'une dizaine de militants basques depuis le mois de juin 1986, sur de simples présomptions (sans aucune valeur du point de vue du droit bourgeois lui-même) ou même sans qu'aucune charge ne pèse sur eux.

Il est vrai que le gouvernement Chirac n'était pas tenu de se justifier en jurant, la bouche en cul de poule, les grands dieux de son respect pour le droit d'asile, puisqu'il préférait (et préfère) s'en tenir à de grands coups de gueule musclés comme à des effets autoritaires de menton. Quelque soit la forme adoptée par les uns et les autres, demeure l'hystérie sécuritaire couvrant la canallerie de l'action policière et judiciaire de l'appareil d'Etat au moyen desquels l'impérialisme français en profite pour se blinder davantage, à l'occasion de la question basque.

### LOIS SPECIALES

Actuellement, il y a plus de 500 prisonniers politiques dans les prisons espagnoles (certains sont condamnés à plusieurs siècles de prison, puisqu'il faut rappeler qu'en Espagne le principe de non-cumul des peines n'existe pas). Des centaines de personnes sont arrêtées chaque année et pour la plupart torturées. Il faut souligner que la pratique de la torture continue plus que jamais (voir les rapports d'Amnesty International).

- Loi anti-terroriste de 1978: la police peut arrêter n'importe qui sans mandat d'arrêt et garder cette personne dans l'incommunication pendant 10 jours (avec "interrogatoires", sans avocat...).

- Loi de sécurité des citoyens en 1979: introduit la mention "apologie du terrorisme", donc nombreuses arrestations sous ce prétexte vague.

- Seconde loi anti-terroriste en 1980: permet l'incommunication du détenu "pendant le temps nécessaire"...

- Loi de défense de la constitution de 1981: permet la fermeture et mise sous séquestre des publications et moyens de diffusion qui se seraient livrés à "l'apologie du terrorisme".

- Plan Z.E.N. (Zona Especial Norte c'est-à-dire élaborée pour le pays basque) mai 1983: ce n'est pas à proprement parler une loi mais un ensemble de mesures policières, psychologiques et de contrôle - budget important pour financer "informateurs" et "opérations spéciales". (1)

### SITUATION DES EXPULSES

**QUITO (EQUATEUR).**  
Les conditions de résidence d'ALDANA et ECHAGARAI à Quito sont sensiblement

égales à celles décrites ci-dessus. Le gouvernement équatorien les a placés sous surveillance policière puisque 2 flics vivent constamment avec eux dans leur appartement.

L'article 19 de la loi des étrangers d'Equateur permet au gouvernement de décréter "le régime d'interné pour les étrangers considérés dangereux pour l'ordre public", sans que cette décision puisse être constatée d'aucune manière sur le plan juridique ni même motivée par le responsable de la décision; véritable épée de Damoclès. Quant au droit de travailler promis par le secrétaire général de la préfecture de Cergy Pontoise... il n'existe pas.

### CAP-VERT.

La situation est différente pour ceux, parmi les réfugiés basques, expulsés au Cap-vert. Liberté de déplacement, pas de contrôle policier ou administratif, possibilité de travailler bien que la situation de l'économie cap-verdienne ne leur laisse que peu d'initiative dans ce domaine.

### TOGO.

Les réfugiés basques sont assignés à résidence dans une villa d'un quartier résidentiel de Lomé. Il ne peuvent sortir de l'enceinte de la propriété où ils se trouvent.

### PANAMA.

Il y a 4 réfugiés basques expulsés par la France à Panama. Ils ne disposent d'aucun papier d'identité ni de séjour; ce qui donne lieu à de multiples arrestations pour contrôle. Ils n'ont aucune autorisation de travail. Les autorités panaméennes exercent des pressions pour qu'ils quittent le pays pour aller par exemple au Nicaragua. Toutes sortes de difficultés administratives leur sont faites pour les empêcher de recevoir leurs familles. Leur courrier est surveillé et ne leur arrive qu'irrégulièrement. Leurs déplacements sont surveillés. Manifestement les réfugiés basques indisposent le gouvernement panaméen qui a recours à toutes sortes de moyens pour qu'ils quittent les lieux.

Ils ont fait une série de demandes auprès du ministère de l'Intérieur. Seul a été accepté le droit de se rendre en ville une fois par mois pendant 2 heures et accompagnés de gardiens. Le courrier est surveillé.

Quelque soit la position précise des marxistes révolutionnaires par rapport à la question basque qui est une des formes, parmi bien d'autres, adoptée par les contradictions qu'engendrent le capitalisme, l'exploitation sociale et l'oppression politique sur lesquelles celui-ci s'appuie, il importe, sans que cela signifie pour autant un alignement sur les positions de l'Etat, que les énergies de lutte prolétarienne dénoncent l'active collaboration existant entre les services secrets, la police et la justice des 2 Etats espagnols et français; une collaboration qui n'hésite pas à utiliser le milieu pour mener à bien sa sale besogne.

Il importe de transformer cette dénonciation en un terrain sur lequel puisse se reconstituer un mouvement anti-capitaliste contre la répression étatique et pour la solidarité internationaliste de classe. Une solidarité qui dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, est mise en difficulté par les coups redoublés des Etats capitalistes et impérialistes, par leurs manœuvres d'isolement et de division systématique. Nous sommes d'autant moins indifférents à cette question qu'elle permet de démontrer et de dénoncer la réelle complémentarité qui existe en France notamment sur le plan des expulsions, entre la droite la plus réactionnaire et la gauche bourgeoise et opportuniste.

**Non aux expulsions !**

(1) Voir à ce sujet le numéro spécial d'"Euskadi Informations" sur le plan Z.E.N., novembre 1984 et sur la situation actuelle dans l'Etat espagnol, "Euskadi Informations" n° 37.

## Paras français hors du Togo !

Après l'éclatement de troubles dans la capitale du Togo, le gouvernement vient de décider l'envoi de soldats de toute urgence pour soutenir le régime togolais: avions JAGUAR et plusieurs centaines de paras constituent, "dans un premier temps", cette nouvelle intervention impérialiste.

Pour les besoins de la cause, le Togo est présenté comme une quasi-démocratie paisible menacée par des voisins "progressistes" (sic), et surtout par le Ghana d'où viendraient les "agresseurs". C'est oublier que le Ghana est cité en exemple en Afrique par le FMI pour sa capacité à imposer une dure austerité aux travailleurs ghanéens, et pour ses bonnes dispositions envers le Capital international. C'est oublier aussi que le gouvernement togolais a l'habitude (comme d'ailleurs tous les gouvernements réactionnaires) de voir la responsabilité de l'étranger dans les manifestations d'opposition, alors qu'il est établi qu'il a trépidé, il y a quelques années, dans une tentative de renverser le gouvernement du Bénin alors pro-soviétique. C'est oublier enfin que le régime d'Eyadéma a été dénoncé ces derniers mois, de manière irréfutable, en raison des sévices infligés aux prisonniers politiques (certains sont morts sous la torture).

Mais ce gouvernement, issu d'un coup d'Etat du Président précédent, est tout dévoué aux intérêts de l'impérialisme, essentiellement français, avec la collaboration duquel il met le pays au pillage; d'ailleurs Eyadéma lui-même doit son accession à la direction du pays aux capacités qu'il avait su montrer en combattant le FLN algérien dans l'armée française.

C'est cela qui explique les mesures d'intimidation et les menaces d'expulsion contre des opposants togolais en France ces derniers mois. C'est cela qui explique l'empressement avec lequel les paras volent aujourd'hui au secours de ce régime chancelant.

Entre Chirac et Mitterrand l'accord est total pour cette intervention militaire: au delà des querelles politiciennes, un consensus unit les partis de droite et de gauche pour la défense des intérêts impérialistes français. Cela avait déjà été démontré lors des expéditions militaires au Tchad et au Liban décidées par le gouvernement PS-PCF et approuvées par la droite; en dépit de leurs discours, tous ces partis défendent le système capitaliste.

### A BAS LA DEMOCRATIE IMPERIALISTE !

Une fois de plus la Démocratie bourgeoise qui serait, paraît-il, menacée par le terrorisme, montre son véritable visage impérialiste. Aux 4 coins de l'Afrique, les soldats français sont stationnés ("pré-positionnés" selon le langage militaire) par milliers pour faire respecter, par la menace ou par l'utilisation ouverte de la violence et la terreur, l'ordre néo-colonial qui garantit de juteux profits et des sources d'approvisionnement régulières au capitalisme français. Le gouvernement PS-PCF avait même révisé une réforme (que la droite ne remet pas en cause !) pour mieux adapter l'armée à ces tâches impérialistes avec la création d'une Force d'Action Rapide et l'instauration du Service Militaire long afin d'augmenter ses capacités d'intervention outre-mer.

Les victimes de l'impérialisme français sont, bien entendu, d'abord les travailleurs et les masses opprimées d'Afrique qui subissent sa pression en plus de celle des bourgeoisies locales. Mais les travailleurs français n'ont rien à attendre des exactions de l'impérialisme bleu-blanc-rouge sinon de nouveaux appels à l'austerité pour financer le militarisme toujours croissant en attendant le jour où ils seront appelés à verser leur sang pour le capitalisme. En Afrique ou ici, l'ennemi des travailleurs, le capitalisme, est le même, avec la différence que sa domination est ici moins brutale et l'exploitation moins bestiale.

Mais se solidariser avec lui sous ce prétexte, comme le voudraient les partis bourgeois, lui laisser les mains libres pour perpétrer ses forfaits au nom de "l'intérêt national" comme le voudraient les partis réformistes, revient à accepter à en payer le prix d'exploitation accrue et de misère croissante, car cela revient à abandonner la lutte contre l'exploitation.

**Refusons les sacrifices au nom de l'intérêt national; luttons contre les expéditions militaires; contre l'hypocrisie des campagnes de charité envers l'Afrique, Solidarité de classe avec les travailleurs et les masses opprimées africaines !**

**IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN ! RETRAIT DES TROUPES DU TOGO !**

**VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE CAPITALISME !**

# NATIONALISATION, DENATIONALISATION L'ETAT AU SERVICE DU CAPITAL

Au début de cette année, le quotidien patronal "Les Echos" concluait ainsi un éditorial en faveur des dénationalisations:

"La doctrine, le dogme ne doivent pas présider aux dénationalisations. D'ailleurs un argument devrait s'imposer à tous et plus particulièrement à ceux qui vouent un grand rôle à l'Etat. L'expression suprême de l'organisation sociale, l'Etat a acquis la propriété de certaines entreprises et, pour quelques-unes de celles qui perdaient de l'argent, les a redressées.

"Le rôle de l'Etat n'est-il pas, une fois accompli ce que Laurent Fabius appelle le "sale boulot", de rendre aux citoyens (sic!) ces entreprises bénéficiaires. Et, peu à peu, toutes celles qui, à l'avenir, gagneraient de l'argent. Ce serait une belle expression de l'intérêt général (re-sic!) (1).

Il faut remarquer le coup de chapeau incontestable à l'action de la gauche par l'intermédiaire des nationalisations, à l'opposé de certaines déclarations ultra-libérales du patronat ou de ses idéologues; mais ce passage est surtout intéressant parce qu'il résume crûment la philosophie patronale en ce qui concerne les nationalisations: redresser les entreprises en péril avant de les restituer aux capitalistes (pardon: aux "citoyens"); et en ce qui concerne le rôle de l'Etat, au service de la société bourgeoise (pardon: de "l'organisation sociale"). C'est là une vérité de classe que le marxisme n'a jamais cessé de répéter contre tous les opportunistes.

## LES REALISATIONS DE LA GAUCHE

Les nationalisations étaient inscrites depuis longtemps dans les programmes électoraux des PS et PCF avec des justifications "radicales" en paroles. En 1975 Chevenement, qui fit l'un des inspirateurs du Programme Commun, parlait encore de "stratégie de rupture avec le capitalisme", de "tranchant anticapitaliste" et d'inévitable "épreuve de force avec le grand capital" à propos des nationalisations. Mais au fur et à mesure que se rapprochait le pouvoir, cette rhétorique était délaissée jusqu'à être complètement abandonnée. En 1981-82 les nationalisations furent présentées comme le moyen d'une politique de restructuration industrielle, de lutte contre le chômage et de droits nouveaux pour les travailleurs.

"Confrontés à la crise économique, à la guerre mondiale des industries, écrivait Le Monde dans son Bilan économique et social 1981, les socialistes n'avaient pas le choix. Sans réformes

"de structures, ils ne pouvaient que mener une politique voisine de M. BARRE".

Il est clair aujourd'hui que, si l'action des gouvernements de gauche a été assez différente de celle du gouvernement de Barre qui les a précédés, tant par ses moyens que par son ampleur, elle s'est développée dans la même direction et pour les mêmes objectifs.

La nationalisation de grands groupes industriels orientés vers l'exportation (DASSAULT, MATRA, les filiales d'ITT et les "5 grands": Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, P.U.K., C.G.E., Thomson, etc) ainsi que des banques, devait faire du secteur "le fer de lance d'une grande politique industrielle": "action sur la production industrielle, relance de l'investissement et de l'emploi industriel, réorientation des financements vers l'industrie, reconquête du marché intérieur, abandon de la politique des "créniaux" (2).

Ce programme ambitieux se heurta assez rapidement à la réalité de la faiblesse de la plupart des groupes nationalisés; pour certains la nationalisation était la seule alternative à la faillite (3). L'Etat fut contraint à d'énormes dotations en capital pour renflouer ces entreprises. Les 5 grands groupes industriels reçurent en moyenne 3 milliards de Francs par an alors que les actionnaires privés n'y avaient investi qu'une moyenne de 150 millions de Francs par an pour les dernières années. Malgré un recours massif à l'endettement, il s'avéra vite que l'Etat français n'avait pas les moyens de réaliser ses projets ambitieux. La politique des "filiales" dut être abandonnée, parfois après des échecs retentissants (par exemple la filiale "machines-outils" (4). Sur un plan plus général, le Commissariat général du Plan constatait en 1983 dans le rapport "Impact du secteur nationalisé" que les groupes publics ne pouvaient plus remplir "un rôle contractuel" que aussi important que celui joué "par le nucléaire et le téléphone après le premier choc pétrolier", avec qui témoignait et des possibilités limitées de l'Etat pour contrecarrer les convulsions économiques, et de la continuité dans les remèdes utilisés tant par la droite que par la gauche pour tenter de régulariser le cours chaotique du capitalisme.

La gauche a pu cependant réaliser un certain nombre de restructurations industrielles qui étaient pendantes, souvent depuis longtemps: dans la sidérurgie, l'électronique, la chimie, le secteur pétrolier. Cela a sans aucun doute été possible grâce aux possibilités juridiques offertes par les nationalisations, grâce

aux investissements consentis par l'Etat, mais aussi grâce à l'action irremplaçable des syndicats pour paralyser la classe ouvrière. Le cas le plus flagrant est celui de la sidérurgie qui représentait un véritable casse-tête pour la bourgeoisie depuis des années en raison des craintes des réactions ouvrières (voir les émeutes de 79).

La nationalisation du secteur bancaire de son côté, devait permettre d'accélérer la croissance industrielle en orientant les capitaux vers l'industrie et de réorganiser en le rationalisant un secteur anarchique. Des experts du PS écrivaient en 1981: les banques "sont devenues, par leur activité d'affaires, un pôle majeur de domination. Dans un grand nombre de secteurs de l'économie, le pouvoir est passé progressivement des mains des industriels à celui des financiers, qui au demeurant ont largement privilégié au cours des 15 dernières années la spéculation immobilière par rapport au soutien de l'industrie, du commerce et de l'innovation" (5). Malgré cette vigoureuse accusation, les modifications apportées par l'Etat ont été minimes. En fait de restructurations, il n'y eut que de modestes "rectifications de frontières" entre groupes. Quant aux règles de fonctionnement des banques, elles demeurèrent inchangées. Un dirigeant de PARIBAS, le type même de banque d'affaires internationales aux activités les plus diversifiées, déclarait au début de cette année: "en ce qui nous concerne, l'Etat n'est intervenu qu'une fois depuis 1981 et cela a été quand ils ont dû collecter 6 milliards de Francs pour les entreprises en difficulté; nous avons dû donner notre part, mais ce serait une caricature que de voir la nationalisation comme une catastrophe. Nous avons eu 4 très bonnes années. Notre chiffre d'affaires a été multiplié par 2,5, nos profits ont quadruplé et notre capital a été multiplié par 3,6. C'est sans précédent" (6).

A l'inverse de ce bel enthousiasme, une étude quasi officielle sur la nationalisation du système bancaire estimait d'un ton morose: "il est permis de penser qu'elle (la nationalisation) n'a pas encore produit tous les effets que les promoteurs de la réforme attendaient d'elle: le système bancaire nationalisé a peu contribué au financement de l'investissement dans le secteur public et sa structure est pratiquement inchangée. De plus, l'articulation du système financier avec les objectifs définis par le plan de développement n'a, semble-t-il, pas fait de progrès significatifs" (7).

En d'autres termes, l'Etat propriétaire n'a pas su, ni voulu, contrecarrer ou réorienter l'activité du capital bancaire, ne serait-ce que pour satisfaire les revendications des capitalistes industriels qui gémissent contre le "pouvoir tyrannique des banques". Mieux, lors du ministère BEREGOVOY, il s'est fait directement l'agent de ce capital bancaire en supprimant toute une série de barrières et de réglementations qui bridaient son expansion, suivant en cela la vague mondiale de "déréglementation" qui tend de manière irrésistible à unifier les marchés financiers mondiaux et à briser les entraves à la circulation du capital sous cette forme.

Ce bref aperçu de l'intervention de l'Etat dans l'économie sous les gouvernements de gauche n'est pas exhaustif; pour avoir un tableau un peu plus complet, il faut se souvenir de son action sur le plan social, avec d'un côté la mise en place de nouveaux "amortisseurs" (lois AUROUX) et de l'autre la pression sur les salaires, la suppression de certaines garanties, son rôle dans les conflits sociaux etc, qui ont abouti à une modification du rapport des forces entre les classes, au détriment des travailleurs et au profit des capitalistes comme le démontre la remontée spectaculaire des bénéfices des entreprises. La réussite sur ce plan - qui faisait dire à Barre: "la gauche fait ce que nous n'avons jamais réussi à faire" - est la toile de fond sur laquelle ont pu se dérouler les différents chapitres de la "restructuration" ou de la "modernisation" de l'économie dont l'Etat et son personnel politique du moment ont été bien plus les instruments que les auteurs conscients.

(1) "Les Echos", 13/1/86.

(2) D'après une étude de la "Direction de la prévision" du Ministère des Finances et de l'Economie parue dans "Regards sur l'actualité" n° 112 (juin 85).

(3) Cf par exemple le cas de BULL. "un groupe moribond pour qui en 82 la nationalisation était la seule alternative", Libération du 20/12/85.

(4) Cf "Les Dossiers noirs de l'Industrie Française", Paris 1985, où les auteurs passent en revue les difficultés de l'Etat à imposer ses vues aux entreprises... nationalisées.

(5) "L'Imposture Monétaire", Anthropos 1981.

(6) "Euromoney", janvier 86.

(7) "Les Banques en France", Notes et Etudes Documentaires, 1984.

## Les nationalisations une idée "de gauche"

Dans un numéro ancien, LUTTE OUVRIERE se plaignait que le PS et le PCF aient "dévalorisé les idées de gauche", et parmi celles-ci, l'idée des nationalisations. En fait, l'expérience des nationalisations réalisées par la gauche a eu le mérite de dévaloriser les illusions réformistes sovrainement et consciemment entretenues par les partis prétendant ouvriers et reprise, de façon "tactique" et "critique" bien entendu, par l'opportunisme d'extrême-gauche.

Le socialisme scientifique, lui, a toujours combattu avec acharnement ces illusions et a toujours mis le prolétariat en garde contre l'idée typiquement réformiste selon laquelle il serait possible de s'appuyer sur l'Etat bourgeois pour avancer vers le socialisme.

Marx et Engels rompirent avec Lassalle parce qu'il préconisait un soutien du mouvement ouvrier allemand à l'Etat prussien dans l'espoir d'obtenir des mesures anti-bourgeoises; en France ils soutinrent la lutte contre les "Possibilistes" qui revendiquaient la création de "services publics" et l'intervention active de l'Etat dans l'économie pour imposer aux patrons le respect des intérêts des travailleurs et de la collectivité.

Dans "L'Anti-Dühring", Engels définit ainsi la tendance naturelle de l'évolution du capitalisme: "Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche (...). Quoiqu'il en soit, avec ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication: postes, télégraphes, chemins de fer.

(...) Mais ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par action, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers, comme des capitalistes isolés.

"L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer des forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite les citoyens. Les ouvriers restent des ouvriers, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble".

Nous avons montré, en republiant dans les numéros précédents du Prolétaire des textes théoriques de parti, que le socialisme ne se résume pas à l'expropriation du bourgeois au gros ventre et au cigare des caricatures de LO et encore moins au remplacement des patrons par des employés de l'Etat à la tête des entreprises. Cette substitution s'inscrit dans la logique du capitalisme, comme le constatait Engels il y a un siècle:

"Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste qui a commencé par évincer les ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve".

Cette tendance naturelle du capitalisme ne s'exprime pas seulement ni même principalement dans les nationalisations stricto-sensu, mais aussi dans la concentration du capital, dans la pénétration du capital bancaire dans l'industrie, dans la transformation du capital en capital financier et enfin dans l'intervention croissante et irréversible de l'Etat dans l'économie.

Cette tendance inexorable au capitalisme d'Etat est, selon Engels, la reconnaissance du caractère social des forces productives; elle constitue une tentative de la part de la bourgeoisie pour pallier aux crises économiques, pour surmonter l'anarchie de la production, pour tenter en un mot de contrôler le cours heurté de son propre mode de production. Mais si les mesures de nationalisation du capital, d'étatisation de l'économie, parviennent plus ou moins (voir les déboires de la gauche dans ses différents "plans" ou "filiales") à freiner l'anarchie de la production à l'intérieur des frontières nationales, ce n'est que pour l'exacerber sur le marché mondial et aiguïser la guerre économique entre grands trusts qui, nationalisés ou privés, s'appuient chacun sur la puissance de leur Etat. "Ce qui est bon pour Général Motors, dit la devise officieuse du plus grand trust privé du monde, est bon pour les USA"; le réformisme petit-bourgeois voit là une scandaleuse confusion entre "intérêt général" et intérêt privé, alors qu'il ne s'agit que de la reconnaissance cynique que l'intérêt général et l'Etat qui l'incarne sont l'intégrale des intérêts capitalistes "privés", le "capitalisme collectif en idée" d'Engels.

Les nationalisations sont la forme la plus directe de l'interpénétration entre capital bancaire, industrie et Etat, la manifestation la plus éclatante du renforcement du capitalisme d'Etat, du contrôle de plus en plus perfectionné sur la production et l'économie. Constituant une tentative de rationalisation capitaliste dans la guerre économique internationale, elle renforcent du même coup l'agressivité du capital national et entraînent un renforcement parallèle de l'agressivité politique et militaire de l'Etat impérialiste qui en est le support.

Loin d'être une avancée vers le socialisme, elles augmentent la soumission au capital par la mise sous contrôle

direct de l'Etat central, plus puissant et plus répressif, de catégories d'ouvriers et de salariés plus nombreuses et même au delà des frontières nationales. Les nationalisations ne doivent donc pas être défendues ou réclamées en tant que mesures anti-capitalistes, ainsi que l'extrême-gauche, qui était la seule à y croire, l'a fait pendant des années; mais elles ne représentent pas davantage un acquis quelconque pour les travailleurs sur le plan des conditions de travail, de salaire ou de garantie d'emploi. Si les travailleurs d'une entreprise nationalisée jouissent de certains avantages, ils le doivent à leurs luttes et ils sont contraints de combattre s'ils veulent les conserver. Les travailleurs de Renault doivent lutter contre les empiètements du capital tout autant que les travailleurs de Peugeot.

La vague sans précédent de nationalisations que nous avons connue en 1982 démontre la fausseté des solutions réformistes, et à l'inverse la complète validité de la position marxiste telle que savait encore la défendre le vieux Jules Guesde contre les opportunistes déclarés, partisans des nationalisations, lors d'un congrès socialiste en 1912:

"Nationalisations, socialisations, ne cesseront d'être une duperie pour devenir une réalité (étendues non seulement aux mines et aux chemins de fer, mais aux usines, à la terre, à tous les moyens de production) que quand la classe ouvrière se sera emparée de l'Etat, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes, l'administration des choses".

# CGT, CFDT, FO : "TOUT VA BIEN, RIEN NE BOUGE!"

(suite de la page 1)

"Séguin, de Fabius à Chirac la pente du chômage fait preuve d'une continuité absolue" expliquent un Maire auquel fait écho quelques jours plus tard Bergeron déclarant que "le climat pourrait se dégrader en profondeur si le gouvernement mettait en cause le statut des cheminots ou d'autres, ... L'expérience nous apprend cependant que les tensions sociales se manifestent lorsque personne ne les prévoit".

La signature par FO et la CGC dans la métallurgie d'un accord permettant de déroger aux actuelles restrictions de travail de nuit des femmes est dans le droit fil de ce que réclament tous les syndicats sur un aménagement plus flexible du temps de travail. Dans le droit fil aussi de la **précarisation généralisée** du travail salarié. A ce niveau, autant l'Etat, les associations patronales que les centrales syndicales rivalisent d'ingéniosité pour aménager la précarité. Les TUC, les TIC, les "licenciements à mi-temps", les "petits boulots" et les "emplois intermédiaires" sont les emplâtres sur la jambe de bois de l'emploi. Aucun capitaliste n'y croit, pour eux la dure loi du capital - augmenter la productivité du travail en accumulant toujours plus de capital constant au détriment du capital variable - est incontournable. Elle l'est objectivement et nous ne contredirons pas Séguin lorsqu'il dit que le chômage est incompressible. Le capitalisme conduit aux crises, gonflant alors jusqu'à la démesure l'armée de réserve des forces de travail. Avec 3,5 millions de chômeurs, l'insécurité de l'emploi toujours croissante, la diminution perpétuelle des allocations sociales, etc., la situation sociale entre dans une phase critique aux yeux des capitalistes comme de leurs larbins syndicaux. Les décennies de contre-révolution et d'érosion des luttes pratiquées par l'opportunisme sont parvenues à anéantir la capacité de résistance ouvrière comme jamais cela n'a été le cas dans l'histoire prolétarienne. La fonction des pompiers sociaux, après avoir été celle d'éteindre totalement

les incendies sociaux, est aujourd'hui d'éviter toute réactivation de foyers, car les risques de ne plus pouvoir contrôler les reprises de luttes - fussent-elles partielles et locales - sont à l'avenir considérables.

Les moyens des centrales syndicales pour contrôler le prolétariat se sont émoussés. La désyndicalisation - donc la faiblesse toujours plus grande du contrôle des prolétaires par les appareils syndicaux - doit donc être d'autant plus compensée par une fonction idéologique, plus active encore, de courroie de transmission des ordres du capital. Après avoir fait passer le message des sacrifices et de la rigueur pour des lendemains heureux sous le gouvernement de gauche, leur fonction actuelle est de faire passer le message de l'immuabilité de la situation: "contente-toi de ce que tu as, même si tu n'as rien" devient le leitmotiv direct ou sous-jacent de tous les discours syndicaux. Dans cette **fonction unique** d'installer les prolétaires dans la précarité, les tâches et la répartition des rôles des différents syndicats sont forcément multiples. Aux illusions sur le "chômage-zéro" de l'idéologue de service Maire, Bergeron répond par le sempiternel "wait and see" des pragmatiques, et la CGT joue la carte du "durcissement" en rassemblant aux grandes occasions médiatiques son appareil syndical renforcé par les notables PCF pour jouer dans la rue un simulacre de mobilisation. Le chapeau de la CGT, c'est toujours la France: "la France recule plus que d'autre, c'est dangereux, mais il n'y a rien d'inéluctable" tonne Krasucki après avoir menacé les patrons d'une "contre-offensive" qui n'a rien de prolétarienne, et se soucie essentiellement de redresser la "Nation". Il est d'ailleurs heureux que la CGT d'aujourd'hui ne soit pas celle de l'après-guerre sinon Krasucki referait le coup de la "bataille du charbon", pour laquelle des dizaines de milliers de prolétaires ont laissé leur peau. La CGT joue donc le rôle de récupératrice des réactions inévitables, face au mouillage parfait des autres syndicats, aux nécessités du capital en matière de diminution

drastique de la masse salariale. Elle est en définitive le premier rempart contre la reprise de la lutte ouvrière.

L'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière est donc menée sur tous les fronts, pour le consentement des prolétaires aux mesures les prenant pour cible et contre l'émergence d'une réelle organisation des luttes qui brise l'isolement et fait renaître l'unité et les traditions de classe.

La situation sur le plan syndical n'est évidemment pas à analyser pour elle seule, elle s'intègre dans tout un processus d'affaiblissement continu du prolétariat où interviennent à la fois les facteurs matériels et organisationnels. Il est ainsi évident que les tentatives de "rassemblement des français" dans la "guerre" engagée par l'Etat contre le terrorisme trouveront un terrain d'autant plus favorable pour subordonner les prolétaires à la raison du capital que l'absence de toute lutte et unité de classe sur des terrains spécifiquement prolétaires sera forte. Ce terrain a été, de longue date, préparé par les appareils syndicaux et le "chacun pour soi" instauré par leurs soins dans le domaine de la défense immédiate des prolétaires face aux attaques du capital donne autant de prise au "rous contre le terrorisme" prôné par tout l'arc politique bourgeois du PCF au Front National.

"Guerre contre le terrorisme", "bataille pour la production" sont dorénavant les credos bourgeois contre lesquels les prolétaires doivent se battre sans concession à l'ennemi de classe (1).

La mise en place d'un appareil répressif sans précédent, préfigure l'état d'exception qui s'abattra, non plus seulement sur quelques militants de l'action armée dès aujourd'hui, mais sur les prolétaires eux-mêmes lorsqu'éclateront les premières révoltes ouvrières contre l'accumulation des sacrifices. Ces réactions seront spontanées, inorganisées, sauvages, peu contrôlables par les bonzeries syndicales, mais c'est sur leur base que pourra se réorganiser la lutte de défense quotidienne des

prolétaires contre les offensives bourgeoises. Et c'est contre elles que s'exercera tout le raffinement répressif de l'Etat, contre elles que les rassembleurs de la Nation d'aujourd'hui feront usage de leurs sinistres talents contre-révolutionnaires.

Face à la concurrence internationale toujours plus dure, et à l'équilibre économique-financier toujours plus instable du capitalisme, la bourgeoisie, relayée par les appareils syndicaux notamment, prépare le terrain à la lutte ouverte contre tout ennemi intérieur, toute "cinquième colonne". La grève, la lutte de classe ne seront plus des accidents de parcours dans les rapports entre classes que les capitalistes répercutent sur les prix de production, mais tendront à devenir des actes de sabotage de l'unité nationale dans la dure guerre économique que se livrent les capitalistes entre eux, et qui ne se conclura que par la guerre militaire.

C'est bien en prévision de périodes encore plus dures pour le prolétariat que les organisations syndicales vendues aux intérêts du capital, accentuent leur pression idéologique ou se placent aux simagrées velléitaires de mobilisation.

Au delà des conséquences immédiates néfastes pour les prolétaires des politiques syndicales "de rentrée", c'est bien un vaste embrigadement des masses ouvrières à l'effort de guerre économique du capitalisme français qui s'opère. Cette opération dans la sphère de production se conjugue habilement avec la même opération dans celle de la défense de l'ordre contre le "terrorisme". C'est contre cet embrigadement généralisé que les prolétaires doivent lutter, c'est dans cette lutte que nous serons toujours présents.

(1) A propos de la bataille économique, Maire déclare dans son article du "Monde" du 20 août 86 que: "En premier lieu il faut donner une impulsion nouvelle à l'action de redressement économique et de création d'emplois".

## Normed: défendre les travailleurs, pas le drapeau national

"La CGT l'affirme: il faut maintenir et développer toute la filière maritime française. Car avant tout, il convient de garantir l'indépendance économique du pays en matière d'échanges, et préserver l'indépendance du pays par une défense nationale autonome. Aucun état ne peut y échapper sans mettre en péril son autonomie". (1)

C'est connu, il est difficile d'être plus chauvin et cocardier que la CGT, il est donc difficile de défendre avec autant de pugnacité le capital français contre ses concurrents étrangers. La CGT rêve d'une France grande, forte et fière, bâtie sur la sueur des prolétaires et qui dame le pion par la qualité de ses produits aux marchandises japonaises ou autres. L'occasion de la déconiture des chantiers navals de la Normed aura été exploitée une fois de plus par la CGT pour orienter les prolétaires menacés par la fermeture, non pas sur la lutte de classe mais sur la **défense du patriotisme industriel français**. Les prolétaires de la Normed sont laissés sur compte par la CGT qui ne se préoccupe, derrière son discours ouvriériste, que de garantir une "indépendance nationale" à la France.

Les manifestants à Marseille ou Paris ne sont donc pas l'expression

d'une réelle lutte ouvrière contre les licenciements mais celle d'une mobilisation pour la défense des intérêts nationaux. Ce n'est pas pour rien que la CGT a cantonné les réactions ouvrières à d'élémentaires manifestations de rue d'où elle n'a lancé que des platoniques appels à la lutte. Mais comment les prolétaires de la Normed pourraient-ils lutter s'ils ne font pas grève, sans préavis ni limitation préalable de durée? Comment peuvent-ils lutter s'ils ne font qu'opposer les discours des bonzes à l'arsenal administratif et judiciaire de liquidation? De la grève il ne peut en être question pour la CGT puisqu'elle affaiblirait encore plus la compétitivité de la navale française moribonde. Reste les journées portes-ouvertes et les manifs d'autoroute, spécialités CGT!

L'action de la CGT à la Normed est caractéristique du rôle joué par ce syndicat dans la répartition des rôles pour maintenir le calme social. Elle canalise les travailleurs dans une série de manifestations de faire-semblant, leur adresse un discours rassurant sur

la force qu'ils exercent et les fait rentrer aux foyers pour reprendre le boulot le lendemain.

Mais elle est caractéristique

aussi de ce qui peut attendre les prolétaires demain lorsque la crise capitaliste exigera des sacrifices encore plus lourds de leur part. La CGT se fera comme par le passé l'agent direct du capital pour faire se retrousser les manches au prolétariat afin de sauver l'honneur et l'indépendance nationales. Ceux qui ne jouent pas le jeu aujourd'hui et réclament la grève comme arme fondamentale de lutte sont taxés de diviseurs et d'aventuristes. Demain en s'opposant à l'effort de redressement,

ils seront désignés par la CGT et ses consocieurs comme ennemis à la classe ouvrière; entendez par là à la France.

Les prolétaires de la Normed font, après bien d'autres, les frais de la politique chauvine et anti-ouvrière de la CGT. Contre ce chauvinisme d'indépendance nationale, la classe ouvrière doit opposer ses propres principes d'indépendance prolétarienne qui ne prend en considération aucun intérêt national et capitaliste.

(1) "La Vie Ouvrière", n° 2189 du 11 au 17 août 1986.



## Licenciements: l'Etat ne protégera pas les travailleurs

La loi du 3/1/1975 sur "l'autorisation administrative de licenciement" avait été promulguée par le gouvernement Chirac. Un peu plus de 10 ans plus tard, c'est le nouveau gouvernement Chirac qui l'abroge au nom de la lutte contre les "rigidités" sociales, contre l'opposition parlementaire du PS et du PCF.

En fait le gouvernement Fabius lui aussi avait sérieusement envisagé la suppression de cette loi. Cela n'a pas empêché le PS de se lancer dans des manoeuvres d'obstruction au Parlement pour retarder au maximum le vote. Il essaye ainsi grâce à ce petit jeu de se redonner à peu de frais une image de défenseur des travailleurs sérieusement ternie par ses 5 années au pouvoir.

La promulgation de la loi en 1985 répondait à un souci de **paix sociale**. La bourgeoisie avait alors en mémoire l'avertissement de Pompidou: "avec un million de chômeurs, la société

explose". L'exemple de Lip faisait craindre des débordements incontrôlables en cas de poussée trop rapide des licenciements. Une série de lois et de directives furent donc édictées pour chloroformer la classe ouvrière, comme les fameux 90% du salaire en cas de "licenciements économiques". Du côté patronal, l'Etat se donna avec la loi sur l'autorisation administrative le moyen de freiner les licenciements. L'essence de la politique bourgeoise était alors d'éviter de frapper brutalement et frontalement les travailleurs pour étaler dans le temps les attaques et les amortir. Les experts de la bourgeoisie affirmaient d'ailleurs à cette époque que la crise n'était qu'un intermède passager avant le retour à la croissance.

C'est à ce moment-là aussi que les taux d'inflation en France commencent à augmenter beaucoup plus et beaucoup plus vite que chez les voisins, signe que le capitalisme français ne se sentait pas la force d'une attaque

directe contre les salaires et "préférerait" l'attaque indirecte par l'inflation, malgré toutes les conséquences négatives à long terme.

Il ne faut pas chercher les raisons de ce "choix", déterminé par l'attitude centrale de l'Etat, dans une mansuétude quelconque des dirigeants de l'époque ou dans une "tentation social-démocrate" qu'ils repoussent aujourd'hui après y avoir succombé hier, mais plutôt dans le souvenir cuisant des conséquences sociales de la baisse réelle du salaire ouvrier en 1966-67... la grève générale de mai-juin 68.

En octobre 1974, la revue patronale "Entreprise" s'écriait: "si l'on veut éviter que ne se multiplient les "Lip" d'ici à la fin de l'année, il faut prévenir et intervenir avant que l'incendie ne soit déclaré".

A la fin de 1974, il y avait 500000 chômeurs; en 1986, malgré toutes les lois et les mesures prises

par l'Etat, ils sont 6 fois plus nombreux et presque la moitié ne sont pas indemnisés: tous les dispositifs mis en place par l'Etat n'ont pas arrêté la montée du chômage. Par contre, avec l'aide irremplaçable du réformisme politique et syndical, ils ont été très efficaces pour prévenir le déclenchement de l'incendie social.

Et aujourd'hui c'est encore par souci de préserver la paix sociale que le réformisme rechigne à la disparition de ces dispositifs, ainsi que le déclare l'ancien ministre du travail Auroux: "nous avons réconcilié l'entreprise avec elle-même et avec les français. Vous, vous risquez de provoquer des déchirures sociales et des drames économiques". La CFDT qui, ces dernières années, mettait en avant la nécessité de "modérer" les revendications salariales pour défendre l'emploi, vient d'accepter, lors de son conseil national de fin avril, de négocier les procédures de licenciement (soulignons

(suite en page 6)

# BOLIVIE: NON AU COCA-CONSENSUS !

Juillet 1986: 160 militaires yankees appuyés par 6 hélicoptères Black Hawk, débarquent en Bolivie dans le cadre officiel de la lutte contre la drogue. Face à cet arsenal de l'impérialisme, les représentants politiques de toutes les classes sociales boliviennes réagissent au nom de la "dignité nationale". La bourgeoisie ne pouvait mieux rêver d'une telle occasion, dans une situation de crise économique sans précédent, pour rassembler ou tenter de rassembler toutes les classes, et surtout les ouvriers et petits paysans, autour d'un soit-disant "intérêt commun". En dépit des problèmes réels que pose l'intervention typiquement impérialiste des EU, la mobilisation prolétarienne contre les militaires U.S. risque de se retourner contre la classe ouvrière et les petits paysans si elle tombe dans le piège de l'Union Nationale face à un "ennemi commun". 25 partis politiques, 30 syndicats et 300 personnalités ont déjà signé un "pacte de défense" contre l'intervention américaine mêlant de fait des intérêts contradictoires et semant la confusion politique. Le piège tendu aux prolétaires est celui de la défense de la production nationale de coca qui fait le jeu de toute la petite-bourgeoisie, de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et maffiosi

qui se nourrissent de cette manne bienvenue. Mais derrière ces soit-disant intérêts nationaux communs, ce ne sont pas les intérêts de la classe ouvrière et des petits paysans qui sont en jeu, mais bien ceux de toute la frange des maffiosi de la drogue qui ne s'arrête pas aux propriétaires de laboratoires clandestins des forêts tropicales du Beni mais s'étend à toute la bourgeoisie, à tous les notables de l'appareil d'Etat, aux militaires comme à la police ! Ceux-là se moquent bien du sort des prolétaires et masses laborieuses de la coca qu'ils exploitent dans des conditions terribles, profitant de l'absence de toute possibilité de travail pour les sans-réserves. La mobilisation de ces masses, au nom de l'unité nationale, renforce leur domination en sapant ou retardant tout processus d'organisation et de défense des travailleurs de la coca, en créant des liens contre nature entre exploités et patrons de la coca. La mafia de la coca sait qu'elle peut dormir sur ses deux oreilles, tant que la masse des travailleurs, paysans et ouvriers, de la coca forme un rempart puissant, bien que peu organisé, contre les interventions des services spéciaux anti-drogue de l'Etat.

de patrons de la pègre, généralement grands propriétaires fonciers. Dans ces conditions, la lutte des prolétaires et des petits paysans devient plus difficile, les patrons ne s'embarassent pas de scrupules pour éliminer les récalcitrants ou ceux qui ne feraient pas leur jeu contre les velléités anti-drogue de l'Etat. La formidable pression du chômage, le sursis précaire que représente l'emploi dans la production de coca, exercent sur les nouvelles catégories ouvrières un effet démobilisateur et, malgré les traditions de solidarité, d'atomisation des rapports sociaux. Les travailleurs de la coca savent bien que la destruction des laboratoires signifie l'impossibilité d'écouler la production de la pâte de base et donc le chômage et la faim pour eux. Ils subordonnent donc leurs intérêts à ceux des grands trafiquants qui font la loi dans la jungle.

La coca bouleverse donc toute la structure de la classe ouvrière mais aussi celle des petits paysans de l'Altiplano que la misère et la sécheresse de 1982 a chassés en masse vers le Chapare. Outre une multitude de petits producteurs (100 000 paysans), la production de coca a créé de nouvelles catégories de prolétaires, les "pisadores" (fouleurs), les "zepas" (transporteurs). Contrairement à ce que laisse entendre la presse bourgeoise

(notamment "Le Monde" qui compare le salaire de 15 dollars pour une nuit de foulage au 30 dollars de salaire mensuel des mineurs), les conditions de vie des nouveaux prolétaires de la coca sont loin d'être idylliques. Si les salaires apparaissent plus élevés, le prix des denrées de base est sans comparaison avec le reste du pays, la cherté de la vie dissipe très vite pour les nouveaux arrivants l'illusion d'être riches. D'autre part, les patrons maffiosi ne font aucun cadeau aux prolétaires, les salaires ne sont souvent pas payés, les réclamer c'est s'exposer aux représailles physiques ! Les conditions de travail sont terribles: les fouleurs de coca marchent pieds nus des nuits entières dans des fosses de fabrication de la pâte de base où macère un mélange de feuilles de coca, de kérosène et d'acide sulfurique. Les pieds se couvrent de plaies, la peau est rongée par l'acide qui provoque des dégâts irréparables. Les fouleurs ne durent pas, pas plus que les mineurs rongés par la silicose. Ceux qui transportent la pâte de base vers les laboratoires du Beni effectuent leur voyage à pied avec un baluchon de 50 kilos sur le dos, à travers une forêt où il faut se frayer un chemin à la machette. Beaucoup ne résistent pas, meurent en cours de route, victimes de noyade ou d'accident.

## CHUTE DE L'ETAIN, ECLOSION DE LA COCA ET LUTTE OUVRIERE

L'importance prise par la coca est liée au sort des mines d'étain au bord de la faillite. En 1977, l'exportation d'étain représentait 220 millions de dollars, en 1975 la Bolivie en produisait 20 000 tonnes, en 1986 la production est tombée à 3 000 tonnes représentant seulement 56 millions de dollars, le prix d'extraction est de 10 dollars alors que son prix de vente sur un marché effondré est de 2 dollars et demi seulement. La coca joue donc le rôle d'amortisseurs, permettant à la bourgeoisie de licencier dans les mines et de vider progressivement les forteresses ouvrières que constituent les centres miniers. Elle absorbe momentanément le surplus de prolétaires, tout en palliant largement au manque à gagner de devises des exportations légales, puisqu'elle rapporte la bagatelle de 600 millions de dollars annuellement et que 30 % de la population en vit directement ou indirectement. Ce qui est grave pour la classe ouvrière bolivienne, c'est qu'en émiettant le bloc traditionnel des mineurs, elle porte un coup direct à leur capacité d'organisation.

Pour faciliter ce processus d'émiettement qui ruine la formidable unité ouvrière des mineurs boliviens faisant barrage aux licenciements collectifs, la COMIBOL a tendu la carotte des primes de départ (500 dollars) pour décider individuellement les ouvriers à quitter leur travail, leur cité, leur maison. La toute puissante COMIBOL vacille, et sur les 24 000 mineurs restant, elle se fixe l'objectif d'en licencier à court terme au moins la moitié. Déjà 7 000 mineurs sont partis et la majorité d'entre eux sont allés grossir l'armée des fouleurs de coca de la région de Chapare. Aujourd'hui, ce sont des sites miniers entiers qu'il est question de fermer, des bastions de la lutte ouvrière comme Siglo XX sont ainsi directement menacés.

Le déclin de la production d'étain est en train de modifier les données de la lutte de classe en Bolivie - mais ceci vaut aussi pour tous les autres pays producteurs de coca - en déstructurant totalement les cités minières, en éparpillant les prolétaires sur le territoire et en créant de nouvelles catégories ouvrières et paysannes liées au statut extrêmement précaire de la production de coke.

La bourgeoisie a donc habilement exploitée le mirage de la manne coca pour désunir la classe ouvrière et pour amortir les conséquences sociales et économiques de la chute du cours de l'étain.

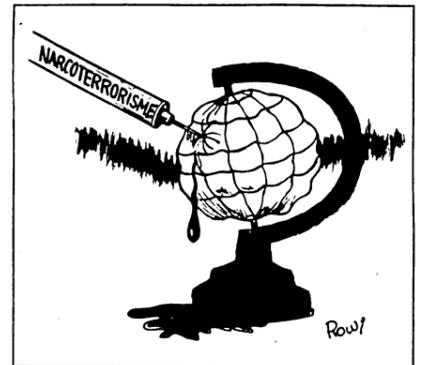
En effet, autant les paysans de l'Altiplano que les prolétaires des mines se sont toujours défendus âprement pour imposer à la bourgeoisie et à l'Etat leurs revendications matérielles (salaires, sécurité, etc.) et sociales (écoles, dispensaires, etc.). Leurs luttes magnifiques ne sont pas à rappeler. Avec la coca, les petits paysans et les prolétaires du Chapare perdent lentement leur tradition de lutte, de résistance et d'organisation. Passés d'une production capitaliste légale à une production illégale où ils doivent se cacher, travailler la nuit à la fabrication de pâte de base et fuir au moindre ronflement d'hélicoptère de l'armée, ils deviennent contre eux-mêmes des alliés objectifs d'une mafia qui ne les épargne pourtant pas, malgré le renom de bienfaiteurs des grands parrains qui électrifient à leur frais les villages et le terrain de football. Les mineurs passent ainsi progressivement d'une situation de prolétaires de grandes sociétés d'Etat, la COMIBOL, et de cités ouvrières concentrées impliquant de fait l'organisation et l'affrontement centralisé des ouvriers contre leur patron, à une situation de prolétaires isolés travaillant pour une multitude

## UNE AUBAINE POUR L'IMPERIALISME

Avec une inflation de plus de 11 700 % en 85, un dollar qui valait 40 pesos en 82 et 1 500 000 pesos en 85, une baisse du pouvoir d'achat de 30 % depuis 4 ans, des mines d'étain qui ferment l'une après l'autre, une dette financière énorme et aucune perspective de reprise ni d'alternative économique, la Bolivie, mais aussi tous ses voisins d'Amérique du Sud, est assise sur un puissant volcan social. Pour contrer une telle situation et les risques d'explosions futures, l'impérialisme américain prépare le terrain pour renforcer sa présence dans le sous-continent et surtout rendre plus efficace sa capacité d'action directe. La lutte contre la drogue devient donc l'un des vecteurs principaux de la politique interventionniste des EU. Elle permet, d'une part sur le plan de la propagande idéologique, d'associer dans une confusion profonde lutte anti-drogue et lutte anti-guérilla, en prétextant que les guérilleros sont les maîtres de la production de coke. La DEA (le service anti-drogue américain) a d'ailleurs été placé sous la houlette de la CIA et compte de nombreux agents de ces sinistres services secrets. La revue du DEA publiait en 1985 un article résumant cette association: "les liens entre insurgés-terroristes et les trafiquants de drogue, et l'utilisation de tactiques "terroristes par les trafiquants, préoccupent sérieusement le DEA. Bien que la "lutte contre le terrorisme ne soit pas l'objectif prioritaire des opérations de la DEA, nous sommes profondément "concernés par les menaces que le "terrorisme fait peser sur les EU". Aux yeux de "l'opinion publique" - donc y compris à ceux des prolétaires - l'accroissement de l'usage de drogue aux EU est présenté comme la conséquence de l'extension des réseaux de résistance guérilléristes, donc "communistes",

"terroristes", etc... La terminologie de "narco-terroristes" ou "narco-guérilla" réduit fort bien en une formule l'amalgame que fait l'impérialisme entre la mafia - dont il épargne pourtant les gros bonnets - et les foyers de guérilla ou de lutte ouvrière et paysanne. Cette campagne idéologique prépare donc les EU à justifier les interventions directes, car c'est bien ce que vise d'autre part l'impérialisme nord-américain en Amérique Latine et Centrale en particulier.

Les crédits alloués par le congrès pour la lutte anti-drogue sont donc bien en réalité une aide déguisée à la lutte anti-guérilla et à l'intervention impérialiste.



Ce dessin paru dans l'"International Herald Tribune" montre bien comment l'impérialisme utilise toutes les ficelles de l'intoxication idéologique pour servir ses intérêts de sangsue capitaliste. Tout ramener à un problème de terrorisme, tel est le rideau de fumée qu'il met en place pour masquer sa responsabilité de la misère des masses laborieuses des pays de la périphérie et de toutes les guerres locales.

## LICENCIEMENTS : L'ETAT NE PROTEGERA PAS LES TRAVAILLEURS

(suite de la page 5)

au passage que les soi-disant fédérations oppositionnelles (URP, HACUITEX et Basse-Normandie, se sont contentées de s'abstenir lors du vote de la déclaration générale sur l'attitude du syndicat). Mais les larbins ne sont pas toujours récompensés et Maire s'est ému de la disparition (non négociée!) de l'autorisation administrative de licenciement: "si le gouvernement continue à montrer son incapacité à résister aux composantes les plus ultra de sa majorité, il va rendre impossible le développement de rapports contractuels. Il ne laissera au syndicalisme d'autre issue que la pure contestation ou l'action spectaculaire ou brutale de groupes minoritaires (...)" "Ce n'est vraiment pas la volonté de la CFDT de se laisser acculer à de "telles extrémités (sic)!" (Le Monde du 22/5/86).

Et à l'issue de la Commission exécutive Confédérale de la CGT du 5 juin, Krasucki, en écho, se lamentait: "il n'y aura plus rien à négocier. Négocier, c'est chercher un progrès. Si c'est négocier une régression, c'est une reddition pure et simple".

Il est vrai que la bourgeoisie cherche à reprendre ce qu'elle avait concédé autrefois et à démolir les garde-fous et les amortisseurs sociaux mis en place pour maintenir la paix sociale. Mais ce processus est entamé depuis longtemps et il a franchi un pas décisif sous le gouvernement de

gauche. Et il n'a pu se dérouler que grâce à la complicité active des syndicats, toujours là pour dévoyer les luttes ouvrières dans les négociations et les rapports contractuels avec les patrons et l'Etat. Chaque recul de travailleurs - en général accompagné de "contre-parties" dérisoires que les syndicats présentent comme des victoires - enhardit la bourgeoisie et prépare de nouveaux reculs. Mais la prudence du gouvernement, critiquée par ses "ultras" et par le Front National, montre qu'il craint toujours les réactions ouvrières et qu'il ne peut se pas se passer des larbins syndicaux, véritables pompiers sociaux. L'objectif gouvernemental est, en fait, d'étrangler progressivement les travailleurs tout en laissant la possibilité à l'opportunisme politique et syndical de se remettre en selle pour contrôler les futures réactions ouvrières.

Pour se défendre, les travailleurs ne peuvent donc pas compter sur l'Etat bourgeois ni sur la politique de négociations en permanence des organisations réformistes. Seule la crainte de la lutte ouvrière ouverte peut faire reculer la bourgeoisie. Pour préparer ces luttes, il est urgent de rompre avec les orientations des directions syndicales; ce qui implique l'organisation autonome des travailleurs sur des bases de classe, dans ou hors des syndicats, mais toujours indépendamment de la hiérarchie syndicale et de la pratique du collaborationisme réformiste. Que tombent les mensonges et les voiles et que renaisse la lutte de classe!

## CONTRE LE CHORUS NATIONALISTE

### LA CLASSE OUVRIERE DOIT DEFENDRE SON INDEPENDANCE

L'intervention de l'armée américaine en juillet dernier n'a donc pas eu comme seule fonction de détruire les laboratoires, mais bien principalement de reconnaissance militaire du terrain et de démonstration qu'elle n'est pas un gendarme de carton. Mais cette intervention a soulevé une vague nationale de protestations dont la nature nationaliste a largement masqué les intérêts réels des prolétaires boliviens.

Toute intervention de l'impérialisme dans ses zones de chasse gardée soulève d'ailleurs toujours le même problème d'indépendance de la classe ouvrière face au consensus politique dans lequel aimait l'enfermer la bourgeoisie nationaliste. Les prolétaires doivent combattre l'intervention américaine, mais ils doivent le faire en toute indépendance politique, en dénonçant notamment la comédie à laquelle se livrent l'Etat et la bourgeoisie, totalement corrompus par le trafic de drogue, en sollicitant d'un côté l'aide américaine pour détruire les labos et financer la reconversion des cultures de coca et, d'un autre côté, en jouant les jeunes filles violées pour protéger leur précieux magot. Ils doivent dénoncer clairement la stratégie bourgeoise consistant à enfermer les prolétaires dans le cul-de-sac de la coca pour réduire à néant leur place forte des mines, pour opérer sans douleur les licenciements dans les mines. La bourgeoisie se sert de la classe ouvrière et des petits paysans pour défendre ses seuls

intérêts contre les velléités américaines de freiner la production de drogue, mais elle se retourne toujours contre ses alliés forcés d'un jour dès qu'ils font valoir leurs propres revendications de classe exploitée. L'hydre impérialiste américaine devient alors l'utile et nécessaire amie du maintien de l'ordre. L'histoire se répète trop souvent de cette façon et le prolétariat bolivien ne doit pas tomber dans le piège infâme de la bourgeoisie.

La répression par l'armée de la marche des mineurs vers La Paz pour protester contre la fermeture des puits, démasque s'il le fallait encore le double jeu de l'Etat: d'une part tenter d'imposer un vaste consensus national autour de la défense de l'économie de la coca, d'autre part briser tout mouvement de lutte ouvrier indépendant. Les prolétaires de Bolivie ne doivent pas tomber dans le piège mais rejeter les appels à l'union que leur lancent ceux-là même qui les exploitent et les répriment.

- Impérialisme US bas les pattes en Amérique Latine, hors de Bolivie !
- Non au coca-consensus national !
- Pour la défense et l'organisation des prolétaires et des paysans pauvres de la coca !
- Contre les patrons maffiosi et les grands propriétaires terriens !
- Vive la lutte des mineurs de Bolivie !
- Halte à la fermeture des puits !
- Solidarité internationale !

# TCHERNOBYL: UN VRAI BONHEUR POUR LES BOURGEOIS

Dans Le Proletaire n° 388, nous écrivions que, même après l'explosion de la navette Challenger et la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, la science et la technologie capitalistes essaieraient de tirer leur épingle du jeu en se servant de la toute puissance des médias. C'est ce que confirment les déclarations de la bourgeoisie russe sur les causes du "plus grave accident nucléaire de l'histoire".

Au cours d'une conférence de presse donnée le 21 août 1986 à Moscou, les responsables russes ont, en effet, mis l'explosion sur le compte de l'atmosphère "d'irresponsabilité, d'incurie et d'indiscipline" qui y régnait. De même, ils n'ont pas hésité à en rejeter toute la responsabilité sur l'équipe qui travaillait autour du réacteur le 25 avril dernier. Voilà qui s'appelle ne pas y aller de main morte!

On sait maintenant qu'à Tchernobyl les techniciens, cherchant à savoir ce qui se passerait en cas de panne totale d'électricité, ont programmé des essais pour simuler cette situation. Les opérateurs n'ont fait que suivre ces directives, et cependant, la catastrophe a été mise sur le compte de leur indiscipline.

Il est intéressant de noter que le rapport sur les causes de l'accident remis par l'URSS à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de Vienne insiste beaucoup moins sur les "erreurs humaines". Les responsables russes tiendraient-ils un double langage? En quelque sorte: le rapport ne s'adresse qu'à des experts, alors que les déclarations faites à la

conférence de presse s'adressent à l'opinion publique nationale et internationale.

Précisons que l'URSS tire actuellement 50 % de son électricité nucléaire - 60 % lorsque les tranches en construction seront opérationnelles - des réacteurs de la filière RBMK accidentée à Tchernobyl. Les responsables soviétiques allaient-ils avouer aux populations habitant à proximité des 7 centrales dotées d'un réacteur RBMK qu'elles vivent à proximité d'installations à haut risque? Il est évident que non. Nous comprenons donc pourquoi le problème de la conception et du mode de fonctionnement n'est pas posé: l'arbre des "erreurs humaines" sert à cacher aux yeux des travailleurs et des populations la forêt du risque nucléaire. Et voilà comment la catastrophe est banalisée.

Mais ce n'est pas tout! Les experts occidentaux ont beau jeu, en effet, de souligner combien la conduite des réacteurs RBMK est délicate et de vanter la fiabilité de leurs installations auprès de leurs opinions publiques respectives.

Ce n'est donc pas seulement en URSS mais dans le monde entier que les nucléocrates font en sorte que le nucléaire sorte grandi de l'épreuve.

Le sous-sol des réacteurs 1 et 2 de Cattenom est-il inondé dans la nuit du 23 au 24 août 1986 par une grande quantité d'eau? Un détail, diront les responsables, puisque la centrale lorraine n'est pas encore rattachée au réseau EDF, même si l'incident qui a eu lieu au niveau de son point le plus faible et le plus contesté (l'alimentation en eau de refroidissement) est dû, ici encore, à une erreur humaine.

Erreurs humaines, toujours, en 1979 à Three Mile Island, aux Etats-Unis, où, 7 ans après, la végétation subit des mutations et où l'on constate une "augmentation de 700 % des cancers dans un quartier situé en droite ligne par rapport à la centrale". ("Libération" du 4/6/86)

Aux yeux des bourgeois, la catastrophe de Tchernobyl est une bonne chose: "Le site de Tchernobyl nous permettra de disposer d'un immense laboratoire en plein air", vient de déclarer M. J. Dunster, spécialiste anglais de l'environnement, lors de la conférence de Vienne ("Le Monde" du 3/8/86).

Il est certain que les experts de l'industrie nucléaire vont analyser la catastrophe afin d'en tirer des enseignements. Il est non moins certain que des scientifiques de toutes les disciplines (physiciens, radiologistes, biologistes, médecins ...) vont trouver là des données qui leur permettront de vérifier si les schémas théoriques dont ils ont dû se contenter jusqu'ici sont valables ou non.

Mais un des enseignements les plus importants à tirer, c'est que la science et la technologie bourgeoise, soumise à la rentabilité capitaliste (il faut produire vite et bon marché), sont incapables, en l'état actuel des choses, de dominer l'industrie nucléaire. Cependant, même si dans ce domaine, la politique des différents Etats bourgeois n'est pas identiques, on peut affirmer sans crainte de se tromper que, globalement, le capitalisme ne va pas se désintéresser, dans l'immédiat, du nucléaire. Il s'agit certes d'un secteur à haut risque, mais qui permet de faire de l'argent et c'est cela qui compte pour le capitalisme. D'autre part les bourgeois ont énormément

investi dans le nucléaire: ils cherchent donc à le préserver avec acharnement. C'est ce qui explique aussi qu'il soit protégé par le secret (et en France plus qu'ailleurs).

Dans le précédent numéro de ce journal, nous avons écrit que c'est précisément ce verrou du secret qu'il fallait faire sauter et que, pour ce faire, il était indispensable que se constituent des comités de défense capables de surveiller la situation et de réagir en cas de menace ou de risque. Que ces comités soient des comités d'hygiène et de sécurité déjà existants (à condition, évidemment, qu'ils ne soient pas contrôlés par l'opportunisme, à la botte, comme la CGT, d'EDF) ou des comités créés sur des bases indépendantes des intérêts de l'entreprise capitaliste et de l'économie nationale, dépend de la situation concrète. Pour nous, il s'agissait de fixer rapidement les idées. Que ces comités s'appellent Chose ou Machin, peu importe. Ce qui compte, ce n'est pas le contenant, mais le contenu. L'essentiel est que ces structures, pour protéger les travailleurs et les populations, percent le secret nucléaire et les organisent et les mobilisent s'il y a risque.

Mais dans le cas où les informations obtenues seraient de nature à exiger l'arrêt des installations nucléaires, il ne suffira pas, comme le font trop souvent les écologistes et les anti-nucléaires, de dire "Non au nucléaire!" En effet, à plus forte raison dans le contexte de crise que connaît actuellement le capitalisme, on ne peut se dispenser de prendre en compte l'impact humain d'une telle réorientation. Pour les travailleurs du nucléaire, cela signifie la perte de leur emploi. On les voit donc mal soutenir un tel mouvement. Sauf le cas, évidemment, où le nucléaire connaîtrait encore des accidents majeurs dans un avenir proche.

C'est donc aux communistes révolutionnaires qu'il revient, sur le terrain de la lutte anti-nucléaire, d'avancer des perspectives qui prennent également en compte les intérêts des travailleurs du nucléaire et de chercher à articuler la défense de leurs intérêts avec celle de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est de cette façon que le nucléaire pourra être combattu efficacement: à l'intérieur comme à l'extérieur des installations nucléaires.



## Nouvelles des faux socialismes

### HONGRIE

Nous avions déjà noté dans le PROLETAIRE que les dirigeants hongrois avaient reconnu la nécessité pour les entreprises de licencier parfois des employés, bien que, selon la propagande officielle, le chômage soit inconnu dans les soi-disant pays du "socialisme réel". Ils viennent de faire un pas supplémentaire en instituant des indemnités de licenciements. Le secrétaire du Bureau pour le Travail et les Salaires a précisé que les personnes licenciées pourraient toucher 75 % de leur ancien salaire pendant 3 mois et 60 % les 3 mois suivants. L'hebdomadaire Figyelő précise que le coût social des indemnités de licenciement est plus bas que de continuer à verser des salaires au personnel en sur-nombre. Le Bureau pour le Travail (sic!) et les Salaires estime que 150 000 hongrois "pourraient être libérés" (resic!) de la production, mais qu'en raison d'une pénurie de main-d'œuvre les "tensions" devraient être limitées. Le Bureau précise en outre que les médias ne devraient pas parler d'indemnités de licenciement mais de "soutien à la recherche d'emploi": en matière d'hypocrisie, le "socialisme" hongrois n'a rien à envier à nos démocraties occidentales ...

### CHINE

Pour la première fois depuis 1949, une entreprise chinoise a été officiellement déclarée en faillite cet été. Les biens de cette usine de Shenyang (7 millions d'habitants), deuxième ville industrielle du pays, seront vendus pour rembourser les 219 créanciers; les 82 employés ont été licenciés et pendant 6 mois ils vont toucher 70 % de leur salaire et seulement 30 % ensuite. Quelques jours plus tard, on a appris que 2 entreprises de Wuhan, totalisant 1 500 employés, étaient sur le point d'être déclarées en faillite en raison

des lourdes pertes enregistrées dans leurs comptes d'exploitation.

Il s'agit là des premiers effets d'une loi visant à détruire "le bol de riz en fer", c'est-à-dire la garantie de l'emploi; selon un haut fonctionnaire chinois, il s'agit "d'une issue historique inévitable et d'une méthode capitaliste "nécessaire" (1) à la modernisation de l'économie du pays. "Pourquoi ne pourrions-nous pas utiliser la science moderne de la technologie et du management, et des formes d'organisation créées par le système capitaliste - "telles que des sociétés à responsabilité limitée possédées par des actionnaires - "si elles peuvent servir le socialisme "après que nous les ayons modifiées?" continue ce haut fonctionnaire dans un article du Quotidien Economique. Mais cette question innocente ne doit pas faire oublier que les méthodes capitalistes ne sont pas neutres, elles ne peuvent servir que dans une société déjà soumise au capital. Le problème est aujourd'hui en Chine d'accorder un certain espace à l'entreprise privée et de rentabiliser une industrie d'Etat peu efficiente, endettée ou déficitaire, (mais dont l'importance est au coeur de l'idéologie "socialiste" officielle): ce sont les conditions économiques qui imposent au capital chinois d'utiliser des méthodes couramment employées par ses aînés.

C'est ainsi qu'à Shenyang vient de s'ouvrir la première bourse et un marché d'obligations destiné à alimenter en capitaux les entreprises de la ville. En collaboration avec une société financière japonaise (Daikwa Securities), une société financière chinoise a pu ainsi émettre plus de 40 milliards de Yuans d'obligations (environ 10 milliards de dollars).

Comme toujours sous le capitalisme, les travailleurs doivent supporter le coût de ces réformes. Le quotidien

"Références Economiques" indique que, pour améliorer la productivité, l'industrie minière a supprimé au cours des 6 premiers mois de l'année plus de 100 000 employés, dont 87 000 mineurs de fond. Ces travailleurs ont été orientés "vers le secteur tertiaire", sans plus de précisions. A partir du 1er octobre, toutes les embauches dans les entreprises se feront dans le cadre de contacts à durée déterminée, pour pouvoir adapter la quantité de main-d'œuvre aux besoins; une loi est en préparation pour autoriser les licenciements en cas de "violations des règlements du travail", donc pour renforcer le despotisme d'entreprise.

Des millions de travailleurs vont grossir les rangs des chômeurs, il est prévu la création d'un système d'assurance chômage mais cela semble aléatoire, car "la notion de cotisations sociales n'existe pas et l'Etat chinois "a déjà un mal fou à collecter l'impôt, "en particulier auprès des entreprises" (2). Mais il est déjà prévu de créer des "sociétés de service pour organiser l'emploi" qui ... donneront des conseils aux chômeurs et les encourageront à créer leur propre entreprise! (3)

Nos bourgeois occidentaux n'ont pas trouvé mieux dans leur soi-disant lutte contre le chômage. D'un bout à l'autre de la planète, le capitalisme impose ses mêmes méfaits et fait tenir aux bourgeois le même langage; mais ce faisant, il révèle que sa domination est universelle et il détruit le mythe contre-révolutionnaire des prétendus socialismes, ce qui est une condition de la future union mondiale du prolétariat.

(1) "Libération", 4/8/86.

(2) "Le Matin", 5/9/86: on voit que les entreprises n'ont pas attendu les dernières réformes pour manifester leur "autonomie" vis à vis de l'Etat.

(3) "Libération", 5/3/86.

### HIROSHIMA M'INTERESSE !

Dans une note "en bref", le journal "Le Monde" a publié le résultat d'une enquête médicale sur les suites de l'explosion d'Hiroshima ("Le Monde" du 8/8/84, p. 6). Cette enquête réalisée par l'Institut national du cancer des Etats-Unis auprès des survivants de l'explosion "... confirme que de très "faibles doses de radiations ont pu "déterminer l'écllosion de cancers et "de leucémies, plusieurs décennies après "l'explosion de la bombe. En revanche "(c'est nous qui soulignons - NDR), "soulignent les auteurs de l'enquête, "il n'est apparu chez les descendants "des survivants ni anomalies génétiques "ni diminution de la fécondité".

Youpie! yankees, la guerre nucléaire est possible ... sans retombées défavorables à la reproduction de la force de travail !

### IL COMUNISTA n° 2-3/1986 (3000 Lires, 48p)

#### sommaire

- "Nouvelle phase" du national-communisme.
- L'interclassisme, profession de foi du PCI.
- Nucléaire et lutte ouvrière.
- Considérations sur le progrès technologique, nucléaire et lutte de classe.
- Misère de la science bourgeoise.
- L'assassin n'est pas l'atome mais le capitalisme.
- Sur l'incendie du Reichstag en 1933 (article de BILAN).
- Scission de Livourne, premier acte politique du PC d'Italie: Manifeste aux travailleurs d'Italie, janvier 1921.
- "Revolution populaire" et statu-quo social aux Philippines.
- Initiative prolétarienne contre le chômage.
- Vie du parti.

Abonnement à Il Comunista: 12 000 Lires, soutien: 20 000 Lires.

# URSS ET SOCIALISME

Les lignes que nous publions ci-dessous sont extraites de notre texte de parti "Dialogue avec Staline", à paraître prochainement dans la série "Textes du P.C.Int.". Ecrit en 1952 par Amadeo BORDIGA, ce texte réfutait un ouvrage de Staline, aujourd'hui oublié, sur "Les Problèmes économiques du Socialisme" dans lequel ce dernier, tout en reconnaissant l'existence de la loi de la valeur en URSS, prétendait concilier ce fait avec la nature prétendument socialiste du pays.

Bordiga au contraire démontre que l'URSS est soumise aux lois du capital à l'inverse de ce que serait une véritable société socialiste. La démonstration date d'une trentaine d'années, mais elle n'a pas perdu de son importance, si l'on songe que les trotskystes, pour démontrer le caractère "non-capitaliste" de l'URSS, en arrivent à nier que la loi de la valeur y existe. Plus forts que Staline !

Avec ces théories, comme avec celles de Staline alors, "ce qui est mis en cause" c'est toute la revendication du socialisme et de la révolution qu'il faut rétablir dans "sa lumineuse clarté et opposer à tout ce rabâchage insipide de superstitutions sociales "stupides et vaines" - (introduction de 1952 à "Dialogue").

(...) Nous reconnaissons à la bourgeoisie le mérite d'avoir fait progresser la méthode scientifique critique, lors de sa victoire sur l'ancien régime, et de l'avoir portée avec audace du domaine naturel au domaine social. C'est elle qui découvrit et proclama la première des théories qui sont aujourd'hui nôtres: théorie de la valeur, selon laquelle la valeur d'une marchandise est donnée par la quantité de travail social nécessaire à sa reproduction; théorie de la plus-value, selon laquelle la valeur de chaque marchandise contient du capital avancé et de la plus-value, la première fraction n'étant qu'une restitution, mais la seconde un gain.

"Les mêmes lois physiques valent aussi bien pour la nébuleuse primitive que pour notre globe actuel: donc, on doit admettre que toutes les sociétés de l'avenir seront astreintes aux mêmes rapports sociaux que ceux d'aujourd'hui", affirmait-elle, triomphante, bannissant l'intervention de Dieu et de la pensée pure tant du domaine social que du domaine naturel. Le marxisme consiste à démontrer au contraire de façon scientifique que le cosmos social suit un cycle aboutissant à la destruction des formes et des lois capitalistes et que la société de l'avenir obéira à des lois différentes.

## MARX ET LES LOIS.

Engels reconnaissait en Marx le fondateur de la doctrine du matérialisme historique. Marx, de son côté, déclarait que l'apport qu'il avait fourni n'avait pas consisté à découvrir la lutte de classe, mais, en appliquant la doctrine au monde moderne, à introduire la notion de la dictature prolétarienne.

C'est ainsi que la théorie aboutit au programme de classe et de parti et à l'organisation de la classe ouvrière pour l'insurrection et la prise du pouvoir. La recherche concernant les lois du capitalisme se situe dans cette grandiose perspective.

"Le Capital" établit deux lois principales qui sont les seules lois véritables. C'est, dans le premier volume, la loi générale de l'accumulation capitaliste, ou de la paupérisation croissante. Elle établit comment la concentration du capital en masses toujours plus grandes entraîne l'accroissement du nombre des prolétaires et des "sans-réserves" (ce qui, répétons-le une fois de plus, ne signifie pas que le niveau de vie réel de l'ouvrier et la quantité des biens qu'il consomme, diminuent). Dans les deuxième et troisième livres, on trouve développée la loi de la reproduction du capital, connexe à celle de la diminution du taux de profit sur laquelle nous nous arrêterons plus loin. Selon celle-ci, une partie du produit, et donc du travail, doit être mise en réserve par le capitalisme pour reproduire les "biens du capital" des économistes, c'est-à-dire les machines usagées, les usines, etc. Quand le capital augmente la quote-part du produit destinée à cette réserve, il investit, c'est-à-dire qu'il accroît l'équipement en installations et instruments productifs. Les lois de Marx sur le mode de répartition des produits du travail humain en objets de consommation immédiate et investissements productifs tendent à prouver qu'aussi longtemps que le système de l'échange mercantile et du salariat restera en vigueur, le régime ira à la rencontre de crises et de révolutions.

La première de ces deux lois ne peut certainement pas s'appliquer à la société socialiste: en effet, celle-ci s'organise justement dans le but de faire de la réserve sociale une garantie individuelle pour tous les membres de la communauté, ce qui ne signifie pas qu'elle appartienne à quiconque, ni qu'elle soit divisée en autant de fractions que d'individus, comme c'était le cas dans le pré-capitalisme.

La seconde loi, nous dit Staline, subsiste sous le socialisme; et il prétend que Marx l'avait prévu. Le marxisme établit seulement dans un fameux passage de la Critique du programme d' Erfurt

entre autres, que même le régime communiste connaîtra un prélèvement social sur le travail individuel destiné à la conservation des installations, aux services publics, etc. Ce prélèvement n'aura pas le caractère d'une exploitation, justement parce qu'il ne sera pas effectué par la voie mercantile. Pour la même raison également, la mise en réserve sociale déterminera un équilibre stable dans le rapport entre produits à consommer et produits à destiner aux "instruments" de la production ultérieure, et non plus la série de bouleversements qu'elle provoque en régime capitaliste.

Le noeud de la question le voici: Staline nous fait cet aveu précieux que, la loi de la valeur étant en vigueur même dans l'industrie d'Etat, les entreprises de celle-ci fonctionnent sur la base du rendement commercial, de la rentabilité, du coût de production, des prix, etc. (nous remplacerons l'etc. par l'adjectif: "rémunérateurs"). Il déclare en outre que, pour l'avenir, le programme est d'augmenter la production des instruments de production. Autant dire que les "plans" du gouvernement soviétique pour l'industrialisation du pays exigent que l'on produise plus que des biens de consommation destinés à la population, des machines et des instruments agricoles, des tracteurs, des engins, etc., et que l'on réalise des travaux publics colossaux.

Des plans, les Etats capitalistes en font, la dictature prolétarienne en fera. Mais le premier plan socialiste véritable en tant qu'intervention despotique immédiate (cf. Le Manifeste) se présentera, en dernière analyse, comme un plan pour accroître les coûts de production, réduire la journée de travail, désinvestir le capital, égaliser quantitativement et surtout qualitativement la consommation qui, sous l'anarchie capitaliste, n'est, pour les neuf dixièmes, qu'une destruction inutile de produits. La réponse à la "gestion commerciale bénéficiaire" et aux "prix rémunérateurs", c'est donc le plan de sous-production, de réduction draconienne de la fraction des "biens du capital" dans la production. Si finalement la section II de Marx (qui fabrique les aliments) réussit à mettre knock-out la section I (qui fabrique les instruments de production), il nous sera facile de briser le joug de la loi de la reproduction. Le présent concert pour la productivité nous a suffisamment cassé les oreilles.

Les aliments sont destinés aux ouvriers, les machines au patron. Il est trop facile de dire que le patron étant désormais l'Etat ouvrier, les pauvres travailleurs ont intérêt à "investir" et à consacrer la moitié de leur journée de travail à la section I ! Laroschenko tombe dans la banalité lorsqu'il réduit à la formule de l'"économie pour la consommation et non pour la production" la critique qu'il dirige contre cette tendance à augmenter, de façon fantastique, la production des machines. Mais il est tout aussi banal de recourir à des formules d'agitation telle que "qui ne travaille pas ne mange pas" et "abolition de l'exploitation de l'homme" dans le but de faire passer l'industrialisme pour le socialisme. Comme si le but de la classe ouvrière était celui, fort élégant en vérité, d'être maîtresse de s'exploiter elle-même!

En réalité, et même si l'on s'en tient à ses rapports internes, l'économie russe applique toutes les lois du capitalisme. Comment est-il possible d'augmenter la production des biens n'entrant pas dans la consommation sans prolétariser les gens? Alors, où prendre ces biens? La voie suivie est la même que celle de l'accumulation primitive, et bien souvent les moyens employés sont tout aussi féroces que ceux que l'on trouve décrits dans le Capital. Ce sont les kolkhosiens qui se retrouvent privés de leur vache, les bergers nomades de l'Asie arrachés à la contemplation des belles étoiles de la Grande Ourse, ou les serfs féodaux de Mongolie, déracinés de leur glèbe millénaire. Il est certain que la consigne réclame plus de biens de production, plus d'ouvriers, un temps

de travail plus long avec une intensité plus grande de l'effort, c'est-à-dire une accumulation et une reproduction élargie du capital à un rythme d'enfer.

L'hommage, qu'en dépit d'une bande de nigauds, nous rendons au "Grand Staline" répond justement à ce procès d'accumulation capitaliste initiale. Si véritablement celui-ci atteint les provinces de l'immense Chine, le mystérieux Tibet et cette fabuleuse Asie Centrale dont est sortie la souche européenne, ce sera un fait révolutionnaire, un fait qui fera aller de l'avant la roue de l'histoire, mais qui, loin d'être socialiste, sera au contraire un fait capitaliste. L'élévation du niveau des forces productives dans cette immense partie du globe est nécessaire; mais Staline a raison quand il dit que le mérite n'en revient pas à lui, mais aux lois économiques qui lui imposent cette "politique". Toute son entreprise consiste en une falsification d'étiquettes qui fait passer une marchandise capitaliste sous l'appellation de socialisme, et qui est, elle aussi, un expédient classique des agents de l'accumulation primitive !

En Occident, au contraire, les forces productives sont déjà bien trop grandes et ce sont leurs mouvements de flux et reflux qui rendent les Etats oppresseurs, qui les poussent à dévorer marchés et territoires, à préparer guerres et carnages. Ici, les plans d'augmentation de la production ne servent à rien. Ce qu'il faut, c'est simplement un plan de destruction de cette bande de malfruits qui brandit un infâme drapeau de liberté et de parlementarisme.

## SOCIALISME ET COMMUNISME

Nous conclurons l'argumentation économique par une synthèse des stades de la société future: car c'est une question dans laquelle le "document" de Staline apporte quelque confusion. "France-Presse" l'a accusé à ce sujet d'avoir plagié l'écrit de Nicolas Boukharine sur les lois économiques de la période de transition. En réalité, Staline cite plusieurs fois cet écrit, se prévalant même d'une critique qu'en fit Lénine. Chargé de préparer le Programme de l'Internationale communiste, resté par la suite à l'état de projet, Boukharine eut le grand mérite de mettre au tout premier plan le postulat anti-mercantiliste de la révolution socialiste. Puis, dans l'analyse de la période de transition en Russie, il suivait Lénine, reconnaissant qu'il fallait subir, des formes mercantiles en régime de dictature du prolétariat.

Tout devient clair si l'on relève que ce stade, analysé par Lénine et Boukharine, précède les deux stades de la société communiste dont parle Marx et dont Lénine donne une magnifique illustration dans un chapitre de "l'Etat et la révolution".

Le schéma suivant pourra servir de récapitulation à notre difficile sujet:

Stade de transition: le prolétariat

# Storia della Sinistra

Le 3ème tome (en italien) de "L'histoire de la Gauche communiste" vient de paraître; publié par les camarades de "Programma Comunista", ce volume est en fait un résultat de l'effort collectif du parti auquel ont contribué des militants qui, après notre crise de 1982, ont été projetés sur des trajectoires diverses ou opposées; leur contribution, en dépit des vicissitudes ultérieures, est la confirmation de notre thèse sur la nécessité du travail anonyme et collectif qui doit caractériser le fonctionnement du parti, en complète opposition avec l'exaltation individualiste de la personnalité secrétée par la vie sociale bourgeoise.

Le travail réalisé autour de la "Storia" cherche à tirer toutes les leçons des grandes batailles de classe pour les transmettre aux générations actuelles et futures parce que ce n'est qu'en se référant à ces leçons, durement payées par le prolétariat, qu'il est possible d'identifier la voie révolutionnaire juste et de ne pas perdre sa boussole au milieu d'événements et de sollicitations contradictoires. La "Storia" est donc tout le contraire d'un travail historiographique ou académique, ou d'une histoire des faits et gestes de quelques grands révolutionnaires; oeuvre militante, elle vise à fournir aux militants qui n'ont pas vécu directement l'époque révolutionnaire des années 20, les instruments historiques et critiques capables de les armer pour la lutte et les tâches y compris quotidiennement qui sont celles des communistes.

Le 3ème volume porte sur la période qui va de la fin du 2ème congrès de l'I.C. en 1920, aux premiers mois de 1921 à la veille du 3ème congrès.

à conquis le pouvoir et doit mettre les classes non prolétariennes hors la loi justement parce qu'il ne peut pas les "abolir" d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition.

Stade inférieur du communisme: ou, si l'on veut, socialisme. La société est déjà parvenue à la disposition des produits en général et elle les a assignés à ses membres au moyen d'un plan de "contingentement". L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement au communisme: cela représenterait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple: lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on distribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant.

A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le fameux bon de travail si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîne la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée. (Engels: la société attribue plus de "valeur aux produits").

Stade du communisme supérieur que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation.

Exemple: les pharmaciens distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme.

A quel stade Staline est-il arrivé? A aucun des trois. Il n'en est pas au stade de transition du capitalisme au socialisme, mais à celui de la transition au capitalisme. Chose presque respectable, et qui n'a rien d'un suicide !

Il traite de la formation des partis communistes en Europe, en s'attachant surtout aux partis Allemand, Français et Italien (le chapitre sur les partis Allemand et Français a déjà été publié en français dans Programme Communiste). Il montre comment le PC d'Italie, dirigé par la Gauche, a représenté la ligne la plus cohérente et intransigeante sur les questions aussi bien théoriques, programmatiques que politiques, tactiques et organisationnelles, dans le "vif" de l'action de classe, contre l'offensive fasciste et patronale. Une série d'articles et de textes de 1920-21 donnent les positions les plus importantes des différents courants.

En attendant de pouvoir fournir une traduction française, nous invitons nos lecteurs qui lisent l'italien à se procurer l'instrument indispensable que constitue ce 3ème volume dont voici le sommaire:

- Processus de formation des sections nationales de l'I.C.
- Italie: le mois de la grande illusion (l'occupation des usines).
- Vers le PC d'Italie.
- Des conférences de Milan et d'Imola au congrès de Livourne.
- Le congrès de Livourne et les débuts du PC d'Italie.
- La scission en Italie et le mouvement communiste international.
- Le parti dans le vif de l'action de classe.

520 pages, prix 25 000 Lires. Commandes à Programma Comunista, c.p. 962, 20101 MILAN. Italie.